

Synthèse des évaluations finales de la Phase III Consortium suisse pour l'eau et l'assainissement Rapport final

Bertha Camacho
Fondation Skat
Février 2024

Skat Foundation



Benevolpark St. Leonhard-Strasse 45
CH-9000 Saint-Gall, Suisse

Coordonnées bancaires
IBAN CHF: CH81 0078 1608 6366 8200 0

Tél. 1: +41 (0)71 227 07 98
Tél. 2: +41 (0)71 227 07 99

St.Galler Kantonalbank, CH-9001 St.Gallen, Switzerland
IBAN €: CH27 0078 1608 6366 8200 2

e-mail: info@skat-foundation.ch
web: www.skat-foundation.ch

SWIFT / BIC code: KBSGCH22
IBAN \$: CH54 0078 1608 6366 8200 1

Table des matières

Résumé.....	4
Principales conclusions et recommandations pour la programmation.....	4
Conclusions et recommandations sur le processus des évaluations	6
1. Introduction	7
1.1. Contexte et champ d'application	7
1.2. Objet	8
1.3. Méthodologie et processus	8
1.4. Appréciation de la qualité des données recueillies dans le cadre des évaluations.	10
1.5. Limites du processus de synthèse.....	11
2. Constatations sur les approches phares.....	12
2.1. Pertinence.....	12
2.2. Cohérence	15
2.3. Efficacité.....	18
2.4. Efficience.....	25
2.5. Impact.....	28
2.6. Durabilité.....	33
3. Résultats de la composante communautaire	36
3.1. Pertinence.....	36
3.2. Cohérence	38
3.3. Efficacité.....	39
3.4. Efficience.....	42
3.5. Impact.....	44
3.6. Durabilité.....	45
4. Conclusions et recommandations pour la programmation.....	47
5. Observations générales sur le processus d'évaluation	51
6. Annexes.....	53

Résumé

La Phase III du SWSC a été mise en œuvre entre avril 2020 et septembre 2023 avec 16 projets dans 12 pays. Avec le programme WASH dans les institutions comme point d'entrée pour accroître la couverture en eau et en assainissement dans les communautés, l'accent a été mis sur le déploiement des deux approches phares: Écoles Bleues et méthodologie WASH FIT. En réponse à la stratégie de collecte de données probantes du SWSC¹, une série d'évaluations externes (onze évaluations de projets standard et deux évaluations approfondies couvrant chacune trois projets) a été réalisée en 2023 pour évaluer l'application des deux approches ainsi que, dans certains cas, une composante communautaire à l'aide des critères DAC de l'OCDE. L'objet du présent rapport est de synthétiser les données probantes et les enseignements tirés de ces évaluations et d'éclairer les travaux futurs, ainsi que la planification et la mise en œuvre de la Phase IV du SWSC. L'élaboration du rapport de synthèse comprenait un processus exhaustif faisant appel à différentes méthodes d'analyse, la triangulation des données probantes recueillies dans le cadre des évaluations et la synthèse des constatations, y compris les conclusions et les recommandations.

Le présent rapport est fondé sur les informations fournies par les rapports d'évaluation et les données finales au niveau des objectifs spécifiques et des résultats de chaque projet. Toute lacune dans les informations présentées peut refléter les lacunes existantes des rapports. La synthèse met en lumière les résultats «généralisables» pour garantir une méta-analyse et évite autant que possible de présenter les résultats obtenus par des efforts isolés.

Principales conclusions et recommandations pour la programmation

Les approches Écoles Bleues et WASH FIT, ainsi que la composante communautaire, sont **pertinentes** parce qu'elles répondent aux priorités et aux besoins des communautés et des responsables des écoles et des ESS. Les approches sont également alignées sur les politiques, les normes et les priorités internationales, nationales et locales.

- Des analyses du contexte et de la politique sur les composantes WASH et non WASH dans les pays sont importantes pour apprécier la pertinence des approches. Elles devraient être menées régulièrement afin de veiller à ce que les tendances extérieures soient prises en compte dans la planification opérationnelle des projets et à ce que les lacunes soient comblées à l'avenir.
- Les équipes de projet devraient documenter les mesures prises pour s'adapter aux changements internes (stratégiques, opérationnels, techniques et technologiques) pendant la durée du projet. Des orientations claires devraient être fournies sur la façon d'identifier, d'observer et de documenter les changements internes.

Il y a une **cohérence** dans la mise en œuvre des approches par les membres du SWSC. Les efforts engagés par le SWSC pour coordonner et consolider les méthodes, les approches et les outils contribuent à ce résultat. La mise en œuvre des approches Écoles Bleues et WASH FIT et la composante communautaire offrent des exemples importants mais limités montrant la cohérence avec les efforts d'autres acteurs du développement travaillant dans le même contexte géographique ou avec les mêmes approches. En outre, dans la plupart des projets, les acteurs des gouvernements nationaux, régionaux et locaux sont intéressés par l'application des approches dans leurs programmes. Toutefois, certaines limites importantes en termes de ressources financières, d'expertise technique et de logistique demeurent manifestes.

- Aborder l'importance d'intégrer les approches au sein des organisations du SWSC, par exemple dans d'autres projets, pays ou régions où elles sont actives.
- Poursuivre les efforts visant à consolider les partenariats locaux, non seulement avec les institutions gouvernementales, mais aussi avec d'autres organisations et acteurs du développement.

¹ La stratégie de collecte de données probantes de la Phase III comprenait en outre 2 mandats de recherche spécifiques et 5 initiatives de storytelling.

- Il est important de cartographier et de documenter les informations relatives à toutes les parties prenantes concernées et aux initiatives locales et nationales existantes pour élaborer des stratégies d'engagement et de plaidoyer avec ces acteurs afin de consolider les efforts de coordination et de collaboration.

Les résultats sont positifs et les objectifs fixés pour les approches Écoles Bleues et WASH FIT ont été atteints dans les services WASH et dans la plupart des services non WASH, démontrant ainsi l'**efficacité** des projets. Les facteurs de réussite identifiés sont: a) des infrastructures WASH fonctionnelles et de qualité; b) l'implication des parties prenantes à tous les stades du cycle du projet; c) le renforcement des capacités et des compétences pour l'exploitation et la maintenance (O&M) des infrastructures WASH et d) un plaidoyer efficace. Les pratiques d'assainissement et de lavage des mains ont été promues et adoptées dans la plupart des Écoles Bleues et des ESS. Les campagnes lancées, notamment en réponse à la pandémie de COVID-19, ont contribué à ces résultats. Des difficultés subsistent en matière de gestion de l'hygiène menstruelle. La gestion des déchets solides (GDS) est la composante non WASH la plus faible des Écoles Bleues et des ESS.² Les évaluations considèrent également que les interventions au niveau communautaire sont efficaces puisque les objectifs ont été atteints dans la plupart des projets. La mobilisation communautaire, les approches participatives et le renforcement des capacités se révèlent être des facteurs de réussite importants qui ont conduit à ces résultats.

- Continuer à promouvoir les pratiques d'hygiène menstruelle non seulement dans les écoles, mais aussi au sein des communautés.
- Renforcer le dialogue et la collaboration avec les autorités locales pour promouvoir la collecte et le traitement des déchets. L'application de techniques de GDS durable nécessite un suivi continu et des capacités et compétences techniques et de gestion. Si possible, il conviendrait de mener une étude spécifique sur les moyens d'améliorer la gestion des déchets au niveau local.
- Suivre et documenter systématiquement les effets non intentionnels (positifs ou négatifs) dans les écoles, les ESS et les communautés.

L'évaluation de l'**efficacité** tient compte de la relation entre les données entrées et les résultats, ainsi que de l'allocation appropriée des ressources financières, du temps et des ressources humaines. Compte tenu de ces considérations, les projets ont atteint (ou dépassé) les résultats en temps voulu et sans mauvaise allocation des fonds, malgré d'importantes difficultés de mise en œuvre, telles que la pandémie de COVID-19 et l'insécurité dans certaines localités. Les projets dépendent de l'engagement et de l'efficacité des parties prenantes locales et nationales et la faiblesse des institutions partenaires peut réduire l'efficacité des projets.

Les équipes de projet ont déployé d'importants efforts pour recueillir et documenter les informations financières; toutefois, les évaluations n'ont pas pu utiliser ces informations pour apprécier l'**efficacité** des projets. Néanmoins, les informations sur les coûts ont permis aux évaluations de dégager des tendances importantes en matière de budgétisation et de financement qui pourraient contribuer à une analyse de l'efficacité. Bien que ces informations soient particulièrement utiles pour garantir les contributions locales et nationales, elles ne démontrent pas l'efficacité des approches.

- Les projets devraient tenir compte des faiblesses des parties prenantes locales et nationales lors de l'élaboration du plan opérationnel et du budget de mise en œuvre afin d'éviter des retards ou des coûts supplémentaires dans les opérations. Des processus de renforcement des systèmes devraient également viser à renforcer l'efficacité des institutions locales, chaque fois que cela est possible.
- Les équipes de projet devraient veiller, dès le début du projet, à l'application de méthodes et de processus pour la collecte fiable de toutes les informations financières nécessaires à l'examen et à l'évaluation de l'efficacité des projets.
- Pour pouvoir comparer correctement l'efficacité des projets, il pourrait être utile de mener une évaluation financière approfondie afin de déterminer comment les ressources sont utilisées pour obtenir des résultats.

² En collaboration avec l'Eawag, le SWSC a placé la barre très haut en définissant un indicateur pour un service GDS «de base» dans les écoles en l'absence d'orientations du JMP.

Il est trop tôt pour disposer de données probantes sur l'**impact** des approches et la **durabilité des résultats**. Des tendances anecdotiques importantes concernant l'impact ont été identifiées, telles que: augmentation du taux de scolarisation des filles; amélioration des relations des écoles et des ESS avec les communautés et les gouvernements locaux; amélioration de l'environnement des écoles et des ESS; et amélioration de la gestion des ESS et des écoles. La mise en œuvre de ces approches a manifestement bénéficié aux femmes et aux filles. La reproduction et le transfert des bonnes pratiques au sein des communautés commencent également à se manifester. L'approbation des bonnes pratiques au niveau des autorités locales et nationales est observée et sert de base à l'extension des approches. Même si les changements ne peuvent être imputés exclusivement aux projets, le travail de plaidoyer a permis de mobiliser des ressources humaines ou des fonds locaux ou nationaux. Le changement le plus transformationnel identifié est l'intégration d'éléments de l'approche Écoles Bleues dans les programmes scolaires de nombreux pays. En outre, des principes importants des approches WASH FIT sont désormais ancrés dans des documents nationaux. Dans les projets communautaires, les effets suivants ont été identifiés: amélioration de la qualité de vie des femmes et des filles et réduction de la défécation à l'air libre.

Les facteurs favorables qui contribuent à la **durabilité** des approches ont été identifiés, notamment: accès à des services WASH fonctionnels et sûrs, exploitation et maintenance cohérentes des infrastructures grâce à l'implication active de la communauté et des autres parties prenantes; contributions en nature et financières par les communautés; engagement, motivation et redevabilité des gouvernements locaux, régionaux et nationaux; et intégration des systèmes de suivi et d'évaluation dans les processus nationaux existants. En ce qui concerne les composantes communautaires, les facteurs favorables identifiés sont: a) l'application d'approches participatives communautaires; b) la formation et le renforcement de structures communautaires locales; c) la promotion d'activités visant à modifier les comportements; et d) la mise en place de redevances d'utilisation de l'eau ou de fonds d'exploitation et de maintenance pour assurer la viabilité économique.

- L'intégration des approches dans les systèmes de santé ou d'éducation ne suffit pas à garantir l'impact et la durabilité escomptés. La phase suivante devrait veiller à combler ces lacunes, notamment par des engagements budgétaires clairs et durables et des actions pour la bonne mise en œuvre des approches.
- Continuer à se concentrer sur la transformation de la conception du projet de «sensibilité aux systèmes» en «renforcement des systèmes», c'est-à-dire remédier aux limites exprimées par les acteurs gouvernementaux et poursuivre les efforts de plaidoyer visant à renforcer leur engagement en faveur de l'adoption et de l'application des approches.
- Les gouvernements aux différents niveaux doivent prendre leur part de responsabilité dans les résultats et les processus liés à la mise en œuvre des approches. Les détenteurs d'obligation devraient disposer des ressources – humaines et financières – nécessaires pour assumer leurs responsabilités. Cela implique de renforcer les capacités techniques et de suivi des parties prenantes locales.
- La communication avec les communautés devrait avoir pour but de trouver des champions capables d'aider à promouvoir les approches auprès des autres membres de la communauté et de veiller à ce que les communautés soient prêtes à revendiquer leurs droits.

Conclusions et recommandations sur le processus des évaluations

Certaines faiblesses ont été observées dans plusieurs évaluations standard, en particulier celles qui portaient à la fois sur les approches et sur la composante communautaire. Lors de ces évaluations standard, l'analyse globale était limitée ou les critères n'étaient pas traités de façon uniforme. En outre, l'analyse du renforcement des systèmes est limitée. De plus, toutes les évaluations standard ne traitent pas et ne reflètent pas toutes les questions des orientations du SWSC pour l'évaluation. Certaines questions des orientations du SWSC pour l'évaluation se chevauchent entre différents critères, ce qui a entraîné une confusion apparente sur la manière de rapporter les résultats des évaluations standard. Malgré ces faiblesses, les évaluations standard confirment la plupart des résultats obtenus par les évaluations approfondies et toutes les évaluations aboutissent à d'importantes conclusions généralisables. D'un autre côté, les rapports approfondis ont recouru à des méthodes plus rigoureuses de collecte et d'analyse de données qualitatives, ce qui a permis la triangulation. Les

évaluations approfondies portent sur des thèmes de recherche spécifiques et fournissent une analyse plus globale que de nombreux rapports standard. Les évaluations standard devraient traiter et refléter toutes les questions des orientations du SWSC pour l'évaluation afin de garantir la qualité des informations à l'avenir.

- Réviser les questions des orientations du SWSC pour l'évaluation de manière à clarifier les questions à traiter par les évaluations standard.

L'utilisation des données de référence et des données finales de projet combinées aux méthodes qualitatives utilisées dans les évaluations fournit une base solide pour les critères d'efficacité. Pour d'autres critères, tels que l'impact et la durabilité, les renseignements recueillis reposent sur des informations anecdotiques, mais ne sont pas étayés par des données quantitatives.

- Inclure des données qualitatives pour le suivi des changements. En s'appuyant sur la théorie du changement, il serait possible de réaliser une «analyse des contributions» afin de prendre en compte les changements survenus dans le contexte, les changements perçus par les parties prenantes locales et les effets non intentionnels.

Les évaluations de projet portant sur la **composante communautaire** comportent en moyenne moins de détails et d'analyses par critère que les évaluations des approches. Dans le même temps, la qualité des évaluations varie d'un projet à l'autre. Certaines évaluations couvrent la totalité ou la plupart des critères; un rapport d'évaluation distinct a été établi pour la composante communautaire ou des sections clairement séparées évaluant la composante communautaire ont été rédigées. D'autres évaluations n'ont pas fourni toutes les informations requises pour permettre une évaluation selon les critères du CAD de l'OCDE. Afin de garantir la qualité et la comparabilité des évaluations de la composante communautaire à l'avenir, les orientations du SWSC pour l'évaluation devraient être pleinement appliquées dans toutes les évaluations communautaires.

Dans le cadre du processus de collecte de données probantes, la synthèse ainsi que les informations recueillies à partir des évaluations fournissent une bonne base pour comprendre les résultats de la Phase III et préparer la Phase IV. Ce travail, combiné aux projets de recherche dédiés, contribue à la réalisation de la stratégie de collecte de données probantes de la Phase III du SWSC.

1. Introduction

1.1. Contexte et champ d'application

La Phase III du SWSC a été mise en œuvre entre avril 2020 et septembre 2023 avec 16 projets dans 12 pays d'Afrique et d'Asie: Bénin, Burkina Faso, Éthiopie, Madagascar, Mali, Niger, Ouganda, Cambodge, Inde, Myanmar, Népal et Soudan. Avec le programme WASH dans les institutions comme point d'entrée pour accroître la couverture en eau et en assainissement dans les communautés, l'accent a été mis sur le déploiement des deux approches phares du Consortium suisse pour l'eau et l'assainissement (SWSC): Écoles Bleues et méthodologie WASH FIT. L'approche Écoles Bleues, définie dans le kit des Écoles Bleues (2018), a été lancée par la DDC en 2008 et développée par le SWSC depuis 2011. Elle combine l'apprentissage pratique et l'action en faveur du programme WASH dans les écoles et de l'éducation environnementale. WASH FIT (2022), un outil participatif d'amélioration progressive axé sur les risques visant à améliorer la prévention et le contrôle des infections dans les établissements de soins de santé (ESS) a été conçu par l'OMS et l'UNICEF avec la contribution importante d'experts d'organisations membres du SWSC.

Dans le cadre de la Phase III du SWSC, une série d'évaluations externes a été réalisée en 2023 à l'aide de données quantitatives (basées sur le projet «Suivi, évaluation et apprentissage» du SWSC – processus MEAL) et qualitatives (basées sur des entretiens avec des informateurs clés et des discussions de groupe témoin) complétées par des observations des installations. Une liste des évaluations incluses dans la présente synthèse figure au tableau 1 (voir [paragraphe 1.3 Méthodologie et processus](#)).

Le SWSC considère que la collecte de données probantes est une étape importante pour documenter et prouver la valeur des processus appliqués par les approches phares. Des données probantes bien étayées devraient

permettre de prendre des décisions informées pour étendre davantage les approches et pour mener des activités efficaces de plaidoyer et d'apprentissage auprès des communautés et des décideurs aux niveaux local, national et mondial. La stratégie de collecte de données probantes sert de guide au Consortium pour la création et l'amélioration du matériel et de la documentation des approches phares d'ici la fin de la Phase III et en préparation de la Phase IV. La présente synthèse fait partie de la stratégie de collecte de données probantes (EBS) de la Phase III³ du SWSC.

1.2. Objet

L'objet du présent document est de synthétiser les données probantes et les enseignements tirés des évaluations finales menées pour 13⁴ projets mis en œuvre en 2023 dans le cadre de la Phase III du SWSC. Cette synthèse vise à éclairer les travaux futurs, ainsi que la planification et la mise en œuvre de la Phase IV du SWSC.

1.3. Méthodologie et processus

L'élaboration du rapport de synthèse comprenait un processus exhaustif faisant appel à différentes méthodes:

Examen sur dossier des évaluations standard et des **évaluations approfondies** de 13 projets du SWSC dans 11 pays (voir tableau 1). Les évaluations standard des projets ont été réalisées avec des efforts et des ressources modérés, tandis que les évaluations approfondies ont été réalisées selon l'approche phare, en mettant l'accent sur trois projets présentant le plus grand potentiel d'impact, d'extension, de durabilité et de changement des systèmes. Tant les évaluations standard que les évaluations approfondies incluaient des données quantitatives recueillies par les équipes de projet sur les résultats du projet dans le cadre du système MEAL et des données financières (résultats de décembre 2022). Ces données ont été triangulées avec les informations qualitatives recueillies par les évaluateurs lors d'entretiens avec des informateurs clés, de discussions de groupe témoin et d'observations des installations.

³ Les évaluations externes sont conformes à la stratégie de collecte de données probantes du SWSC et, avec les mandats de recherche et le storytelling, cette synthèse constitue un instrument utile pour la collecte de données probantes.

⁴ Les projets mis en œuvre au Soudan (Croix-Rouge suisse) et au Burkina Faso (Helvetas) au cours de la Phase III n'ont pas fait l'objet d'une évaluation; ils ne sont donc pas inclus dans le présent rapport.

Tableau 1: Liste des évaluations examinées et incluses dans la présente synthèse:

Organisation/Projet	Évaluations		
	ESS	Écoles Bleues	Communautés
Tdh/ Inde	Standard		Standard
Tdh/ Mali	Approfondie		
Helvetas/ Bénin	Approfondie	Standard	Standard
Tdh/ Népal	Approfondie	Standard	Standard
SWISSAID/ Niger	Standard (*)	Standard	Standard
EPER/ Niger	Standard (*)	Standard	Standard
EPER/ Éthiopie (**)	Standard	Approfondie	Standard
Action de Carême/ Madagascar		Approfondie	
CACH/ Cambodge		Approfondie	
EPER/ Ouganda		Standard	Standard
Tdh/ Burkina Faso		Standard	Standard
CACH/ Éthiopie		Standard	
Tdh/ Myanmar			Standard

(*) Le projet n'a pas mis en œuvre le programme WASH FIT

(**) Deux projets (Oromia et Amhara) comportant chacun une composante communautaire et une composante Écoles Bleues. Le projet Amhara comprenait également une composante ESS. Deux rapports d'évaluation de projet standard

D'autres documents ont été utilisés, tels que les termes de référence (TdR) des évaluations finales, les données de suivi des déterminants fonctionnels de l'Agenda pour le changement dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH), au mois de décembre 2023⁵ (données de référence, données d'avancement et données finales pour les objectifs spécifiques et les résultats); les indicateurs du SWSC pour les services non WASH et les orientations du SWSC pour l'évaluation ([annexe 3](#)), qui ont servi de guide pour les TdR d'évaluation finale des projets. Dans le cadre du processus d'examen sur dossier, les consultants ont également fait des observations sur les versions préliminaires des évaluations approfondies et formulé des recommandations à inclure dans la version finale des rapports.

Les questions d'évaluation utilisées pour la synthèse sont les mêmes que celles utilisées pour les évaluations finales des projets répondant aux six critères d'évaluation du SWSC (adaptés des critères d'évaluation du CAD de l'OCDE): efficacité, efficacité, viabilité/durabilité, impact, pertinence et cohérence.

Cartographie et assurance qualité: à l'aide des questions des critères d'évaluation du SWSC, les observations, les analyses et les recommandations issues des rapports d'évaluation ont été cartographiées par projet et par approche, y compris la composante des communautés. La cartographie a été un outil important pour l'observation des tendances, la synthèse des résultats et l'identification des lacunes dans les évaluations. Une appréciation et une notation qualitatives de la robustesse des évaluations ont été effectuées sur la base de cette cartographie, afin d'aider à visualiser les points forts et les points faibles des évaluations et de comparer la qualité des évaluations standard et approfondies. La cartographie et l'appréciation et la notation qualitatives des évaluations figurent à l'annexe 1.

Analyse : les critères du CAD de l'OCDE adaptés dans les orientations du SWSC pour l'évaluation ont servi de cadre d'analyse pour les évaluations standard et approfondies. Dans le cadre de l'évaluation approfondie des Écoles Bleues, les évaluateurs ont utilisé un outil supplémentaire intitulé «Matrice d'environnement propice». Toutefois, pour identifier et documenter les tendances, les critères d'évaluation du SWSC ont été utilisés comme «lentille» d'analyse et de comparaison dans le présent rapport.

⁵ Les données finales incluses dans le présent rapport sont une version mise à jour des données figurant dans les rapports d'évaluation.

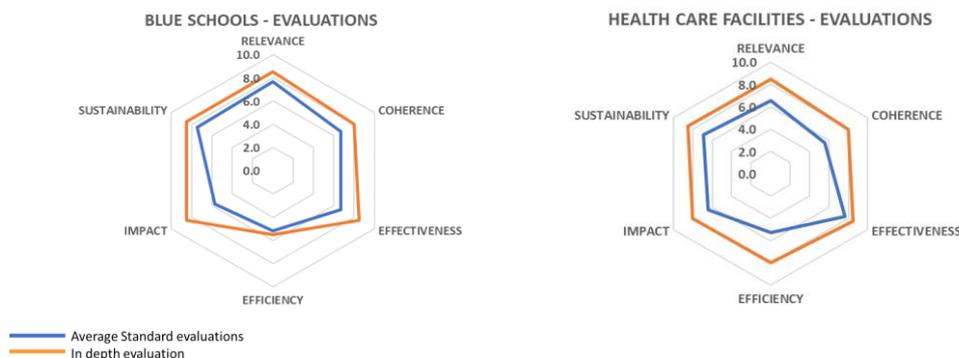
Triangulation: l'analyse des constatations a été effectuée en triangulant les résultats de l'évaluation avec les informations quantitatives et qualitatives fournies par l'Unité de gestion du consortium (CMU). Les principales tendances ont également été analysées en comparant les résultats des différentes évaluations. Enfin, l'analyse a été triangulée lors des réunions régulières avec la CMU. Ces réunions ont permis de vérifier, de confirmer ou de réorienter les interprétations et les conclusions tirées de l'analyse sans nuire à la qualité et au caractère indépendant des évaluations.

Synthèse: les constatations des différentes évaluations ont été synthétisées dans ce rapport présentant des conclusions et des recommandations à deux niveaux: au niveau des **approches phares et de la composante communautaire** pour la programmation future de la Phase IV et au niveau de l'éclaircissement des futurs **processus de collecte de données probantes**.

1.4. Appréciation de la qualité des données recueillies dans le cadre des évaluations.

Dans le cadre du travail de synthèse, la qualité des informations recueillies dans les rapports d'évaluation standard et approfondie a été quantifiée à l'aide d'une échelle de 10 points: a) qualité de la collecte de données portant sur toutes les questions des critères d'évaluation; b) qualité et profondeur de l'analyse des informations; et c) qualité et profondeur des conclusions et des recommandations. Les résultats sont présentés dans les graphiques suivants:

Graphiques 1 et 2: Qualité moyenne des évaluations par critère et par approche phare



Critères: 10 points: 4 points attribués à la qualité des informations recueillies; 3 points attribués à la qualité et à la profondeur de l'analyse des informations; 3 points attribués à la profondeur et à la qualité des conclusions et des recommandations.

On constate que la **qualité générale** des informations, de l'analyse et des recommandations des **rapports approfondis était supérieure à la moyenne des rapports standard**. Le **critère le plus solide** abordé par les évaluations est **celui de l'efficacité**. Cela peut s'expliquer par le fait que les évaluateurs disposaient de données quantitatives (données de référence et données finales du projet) pouvant être triangulées avec des informations qualitatives, ce qui a permis d'obtenir des éléments probants plus solides en termes de données, d'analyses et de recommandations. Comme cela n'a pas été le cas pour chaque critère d'évaluation, les graphiques montrent d'importantes **faiblesses pour les autres critères, principalement en ce qui concerne la cohérence et l'efficacité**. Cela peut s'expliquer comme suit: a) les questions se **chevauchaient entre différents critères**, ce qui a entraîné une **confusion apparente quant à l'endroit où les résultats devaient être présentés** (voir [pertinence](#), [cohérence](#), [impact](#) et [durabilité](#)); b) les **informations recueillies étaient moins basées sur des éléments probants**, ce qui a amené les évaluateurs à s'appuyer principalement sur des **informations anecdotiques** (voir [impact](#) et [durabilité](#)); et c) les évaluateurs ont eu **des difficultés à appliquer les informations recueillies** pour tirer des conclusions sur les critères (voir [efficacité](#)).

Les critères du CAD de l'OCDE adaptés dans les orientations du SWSC pour l'évaluation ont également servi de cadre d'analyse des **évaluations communautaires**. La qualité des rapports d'évaluation communautaire a été appréciée à l'aide de la même échelle que pour les approches phares. Dans le cas de la composante communautaire, **la qualité des évaluations** varie d'un projet à l'autre, comme le montrent les graphiques ci-dessous :

Graphiques 7 et 8: Qualité moyenne des évaluations par critère et par projet



Critères: 10 points: 4 points attribués à la qualité des informations recueillies; 3 points attribués à la qualité de l'analyse des informations; 3 points attribués à la qualité des recommandations.

On peut observer que les **évaluations de la composante communautaire présentent des résultats plus étoffés** pour l'**efficacité** que pour les autres critères. L'**efficacité** obtient le score le plus bas. Dans le même temps, on observe des différences dans la qualité des évaluations entre les projets. Les rapports qui ont obtenu les **scores les plus élevés couvrent la totalité ou la plupart des critères; un rapport d'évaluation distinct a été établi pour la composante communautaire ou des sections clairement séparées évaluant la composante communautaire ont été rédigés**. Dans ceux ayant des **scores plus faibles, les interventions de projet ont été limitées et n'ont pas fourni toutes les informations nécessaires** pour effectuer une évaluation à l'aide des critères du CAD de l'OCDE. À l'avenir, **afin de garantir la qualité et la comparabilité des évaluations de la composante communautaire**, les orientations du SWSC pour l'évaluation **devraient être pleinement appliquées** dans toutes les évaluations (voir [paragraphe 3.2 - Cohérence entre les projets communautaires du SWSC](#)).

Compte tenu de ces réflexions, le [chapitre 2](#) présente une synthèse des principales constatations des approches phares recueillies à partir des évaluations par critère. Les constatations pour la composante communautaire sont présentées au [chapitre 3](#).

1.5. Limites du processus de synthèse

Le présent rapport est fondé sur les informations fournies par les rapports d'évaluation et les données finales au niveau des objectifs spécifiques et des résultats de chaque projet. Toute lacune dans les informations présentées ci-après peut refléter les lacunes existantes des rapports. De plus, la synthèse met en lumière les résultats «généralisables» pour garantir une méta-analyse et évite autant que possible de présenter les résultats obtenus par des efforts isolés.

2. Constatations sur les approches phares

2.1. Pertinence

Selon les orientations du SWSC pour l'évaluation et sur la base des critères d'évaluation du CAD de l'OCDE, la **pertinence** est définie comme «*la mesure dans laquelle les objectifs et la conception de l'intervention correspondent aux besoins, aux politiques et aux priorités des bénéficiaires, du pays, de la communauté internationale et des partenaires/institutions et continuent d'y correspondre même si le contexte évolue*».

Les approches Écoles Bleues et WASH FIT sont pertinentes, car elles correspondent aux priorités et aux besoins des communautés et des responsables des écoles et des ESS; et elles sont alignées à un niveau «sensible aux systèmes⁶» avec les politiques, normes et priorités internationales, nationales et locales.

Pertinence sur la base des besoins des communautés et des responsables.

Les approches **répondent aux besoins et aux priorités des communautés et des responsables des écoles et des ESS**. Par exemple, l'évaluation en Éthiopie conclut que «*l'école et les communautés environnantes perçoivent le projet comme utile et précieux*» (évaluation Éthiopie – CACH). De plus, selon l'évaluation approfondie des Écoles Bleues à Madagascar: «*l'approche Écoles Bleues est considérée par les parties prenantes, y compris les parents, comme très pertinente pour l'école et les besoins des élèves*» (évaluation approfondie – Écoles Bleues). De même, l'évaluation approfondie des ESS conclut que «*Le processus [et l'outil WASH FIT] est considéré comme pertinent à la fois pour les petits ESS et les grands hôpitaux au niveau national dans les trois pays*» (évaluation approfondie – ESS).

Les évaluations mentionnent également les **appréciations des besoins réalisées par les projets lors des phases initiales**, au cours desquelles les membres de la communauté ainsi que le personnel des écoles et des ESS ont exprimé leur intérêt et leurs besoins en matière de services d'eau, d'assainissement et d'hygiène. Par exemple, l'évaluation au Népal indique que «*le projet est pertinent par rapport aux besoins identifiés sur la base d'une étude réalisée par WaterAid*» (évaluation approfondie – ESS) et l'évaluation standard du Niger conclut: «*La planification ascendante est un processus participatif, au cours duquel ont été définis les domaines prioritaires et les besoins/problèmes urgents en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement. Le projet est mis en œuvre en réponse à tous ces besoins et problèmes vitaux exprimés par la population et les autorités en charge de la gestion du service public de l'eau*» (évaluation Niger – SWISSAID). De plus, **grâce à l'application des approches, les projets ont pu évaluer les besoins des collectivités et des parties prenantes locales et y répondre**, confirmant ainsi la pertinence des approches. Par exemple, au Népal, «*les interventions de projet étaient pertinentes, car elles répondaient aux priorités et aux besoins des autorités des ESS et à leurs perceptions recueillies, grâce à leur participation aux cycles WASH FIT*» (évaluation approfondie – ESS). Au Mali: «*L'association de santé communautaire (ASACO) et le directeur technique des centres de santé (DTC) ont reconnu l'importance et la pertinence de WASH FIT pour identifier les besoins et hiérarchiser les actions, même si le processus était perçu comme lent*» (évaluation approfondie – ESS).

⁶ Au cours de la Phase IV, le SWSC étudiera l'intégration d'une approche de renforcement des systèmes pour soutenir les acteurs du système afin d'améliorer la qualité et la durabilité des services WASH et de garantir que toutes les populations sont desservies. Des évaluations ont donc été demandées pour déterminer dans quelle mesure les projets du SWSC ont contribué au renforcement des systèmes, à l'aide d'une échelle de cinq marqueurs: négatif pour les systèmes, aveugle pour les systèmes, sensible par les systèmes, renforçant les systèmes et transformant les systèmes. Sensible par les systèmes signifie que les approches sont: 1. Alignées sur les plans nationaux pour les services WASH dans les écoles et les ESS; 2. Approuvées par les autorités gouvernementales locales ou supérieures concernées; 3. Participatives, les parties prenantes étant impliquées dans l'évaluation et la détermination des priorités pour l'amélioration du programme WASH dans les institutions (écoles, ESS) et les communautés. Les parties prenantes énumèrent leurs priorités dans un plan d'amélioration et les communiquent aux autorités gouvernementales locales et aux communautés cibles. Toutefois, elles ne sont pas encore mises en œuvre dans le cadre des systèmes gouvernementaux.

Alignement des approches sur les politiques, normes et standards internationaux, nationaux et locaux

Les approches sont **alignées sur les politiques, priorités et normes internationales, nationales et locales en matière de WASH**, telles que les politiques nationales WASH et environnement, les politiques nationales de développement, les stratégies d'hygiène, les politiques et plans nationaux de santé, les plans d'éducation et les normes nationales pour WASH dans les ESS, et sur l'ODD 6.

L'évaluation approfondie pour les ESS indique par exemple: « *L'outil et le processus WASH FIT ont été largement salués à tous les niveaux des systèmes de santé du Bénin, du Mali et du Népal, depuis l'ESS jusqu'au ministère de la Santé. Ils sont conformes à la stratégie existante en matière d'hygiène dans les soins de santé, telle que documentée dans les politiques nationales de santé des trois pays* » (évaluation approfondie – ESS). En Ouganda, « *l'approche est alignée sur les priorités en matière d'éducation et de protection de l'environnement de la troisième phase du Plan national de développement (PND III). Les interventions d'hygiène menstruelle étaient alignées sur les objectifs stratégiques du ministère de l'Éducation et des Sports dans le cadre du projet de plan stratégique national pour la santé et l'hygiène menstruelles 2021-2025, ainsi que sur la Stratégie nationale pour l'eau et l'assainissement (2019), dont l'objectif stratégique dans le domaine thématique 6 est d'améliorer l'accès durable à des services d'hygiène menstruelle appropriés et de qualité par des pratiques, des installations et la sensibilisation* » (évaluation Ouganda – EPER). En outre, on relève **l'alignement de l'approche Écoles Bleues sur l'Approche trois étoiles (TSA)** dans certains pays. Au Cambodge, « *les directives sont adaptées du concept TSA, qui vise à guider les écoles vers l'atteinte des normes nationales WinS en améliorant progressivement quatre domaines clés: l'eau potable, les latrines et urinoirs, les installations de lavage des mains et l'environnement et la sécurité* » (évaluation approfondie – Écoles Bleues) et à Madagascar, « *les Écoles Bleues remplissent toutes les conditions requises pour mériter le titre d'École amie de WASH, niveau III, l'équivalent le plus élevé de l'Approche trois étoiles de l'UNICEF* » (évaluation approfondie – Écoles Bleues). **L'alignement sur la TSA offre des possibilités d'extension et de garantie de l'appropriation de l'approche par les autorités locales et nationales.**

L'analyse des **lacunes des politiques et stratégies existantes** et de **la manière dont les approches contribuent à les combler est limitée** dans la plupart des rapports standard en ce qui concerne le **critère de pertinence**. Seules les évaluations approfondies abordent ces lacunes: « *l'approche Écoles Bleues comble les lacunes des politiques existantes en expliquant non seulement ce qu'il faut faire, mais aussi comment le faire. Les approches proposent comment mettre en œuvre les différentes politiques et les différents plans.* » (évaluation approfondie – Écoles Bleues); « *[le programme WASH FIT] est conforme à la stratégie existante en matière d'hygiène dans les soins de santé, telle qu'elle est définie dans les politiques nationales de santé des trois pays (Bénin, Mali et Népal). Au Bénin et au Mali, où il n'existait aucun outil pour soutenir l'amélioration des services WASH dans les établissements de soins de santé, WASH FIT est considéré comme l'outil privilégié par le ministère de la Santé. Au Népal, où il existe déjà un système de suivi (MSS), WASH FIT est considéré comme un outil complémentaire et l'intégration des indicateurs WASH FIT dans les MSS est considérée comme la voie à suivre. Cependant, une discussion critique sur la façon dont WASH FIT peut être intégré dans les MSS est nécessaire* » (évaluation approfondie – ESS). D'une manière générale, les approches permettent de combler les lacunes des politiques et stratégies existantes des pays. Le [paragraphe 2.5 – Impact: Changement transformationnel du système de santé et d'éducation](#), en donne quelques exemples.

Enfin, les rapports d'évaluation ne répondent pas systématiquement à la question de savoir comment les **projets ont réagi ou se sont adaptés aux changements internes ou externes** au cours de leur durée de vie et comment ces adaptations affectent leur capacité à répondre aux besoins et aux priorités des principales parties prenantes» (voir Annexe 3 – Pertinence – Question 3). Le **changement externe le plus évident** qui a touché la plupart des projets a été la **pandémie de COVID-19**. Les projets ont dû adapter leurs activités pour faire face à la pandémie, par exemple à Madagascar: « *En raison du COVID-19, certaines activités de formation ont dû être annulées, et le budget correspondant a été utilisé à d'autres fins* » (évaluation approfondie – Écoles Bleues). Dans certains cas, cependant, ces adaptations ont permis de renforcer l'hygiène des mains dans les

projets. En Inde, par exemple, «le projet a souffert de facteurs externes tels que la pandémie de COVID-19, qui a également catalysé l'importance de la prévention et du contrôle des infections dans les établissements de soins de santé. Cela a permis au projet d'atteindre son objectif d'amélioration des services WASH dans les ESS» (évaluation Inde – Tdh) et au Mali: «WASH FIT a été suivi, mais adapté pendant la riposte au COVID-19 du fait des besoins plus spécifiques lors d'une épidémie. Lors de la flambée épidémique, pour garantir l'amélioration des services WASH, l'outil a été adapté en une version rapide de WASH FIT et a été adopté par un groupe de travail WASH dans les centres de santé. Il a été ainsi possible d'améliorer la mise en œuvre de l'approche malgré les restrictions et les défis» (évaluation approfondie – ESS).

L'adaptation à d'autres changements internes ou externes n'a pas été abordée dans la plupart des évaluations standard et seule l'évaluation approfondie des Écoles Bleues mentionne: «Une flexibilité remarquable dans la conception et la mise en œuvre des projets fait partie intégrante de la réussite des projets Écoles Bleues. Les projets ont pu modifier leurs plans et leurs stratégies pour répondre aux besoins des écoles. L'exemple de l'EPER et de DORCAS en Oromia, Éthiopie, illustre bien cette capacité d'adaptation: passer de l'idée initiale d'externalisation à la construction par l'ONG partenaire s'est avéré plus efficace. L'équipe à Madagascar a également facilité les liens entre les établissements d'enseignement, les artisans locaux et les experts techniques, renforçant ainsi l'engagement de la communauté. Ce niveau de flexibilité a permis aux projets de rester en résonance avec la communauté et de conserver ainsi leur pertinence contextuelle» (évaluation approfondie – Écoles Bleues). Sur la base de ces constatations, on peut conclure que la **pandémie de COVID-19 a entraîné des adaptations dans la plupart des projets**. Toutefois, il est difficile de tirer des conclusions concernant d'autres facteurs externes et internes influençant les projets et il faudrait procéder à une analyse plus approfondie par la suite.

Conclusions

- La plupart des rapports d'évaluation sont principalement axés sur la **pertinence des services WASH** et non sur d'autres services offerts par les approches, tels que la gestion des déchets solides, le jardinage et l'environnement. Comme ces services supplémentaires sont également considérés comme pertinents, **il est nécessaire de disposer d'éléments plus solides montrant comment les services non WASH répondent aux besoins existants à différents niveaux**.
- Les **lacunes existantes dans les politiques** (relatives aux services WASH et non WASH) devraient être mieux prises en compte dans les futures évaluations du **critère de pertinence**. En ce qui concerne le **critère d'impact**, il **conviendrait d'analyser la manière dont les approches répondent à ces lacunes, en renforçant les systèmes existants**.
- La plupart des évaluations standard n'ont pas analysé la manière dont les projets ont réagi ou se sont **adaptés aux changements internes ou externes du contexte** (à l'exception de la pandémie de COVID-19). Il semble que pour de nombreux évaluateurs, la manière d'évaluer les «changements internes ou externes» n'était pas claire. L'analyse des changements tant internes qu'externes **est nécessaire pour apprécier la pertinence des approches** et devrait être effectuée au cours de la phase suivante, si possible chaque année, afin que ces changements soient bien pris en compte dans la planification opérationnelle des projets.

Recommandations pour la phase suivante:

Une **analyse du contexte** devrait être effectuée au début de la phase suivante, y compris une analyse des cadres politiques existants et de leurs lacunes respectives. Cette analyse devrait également inclure des éléments et des politiques non WASH. Les équipes de projet devraient **suivre l'évolution et les changements du contexte et du cadre politique** dans les pays.

Les équipes de projet devraient également documenter les **changements internes** et les mesures prises pour s'adapter à ces changements pendant la durée du projet. Ces changements peuvent être d'ordre stratégique (approches), opérationnel (calendriers, ressources et portée), technique ou technologique, par exemple. Il convient de fournir des orientations claires à **observer et documenter** sur les «changements internes».

Les futures évaluations devraient être plus explicites dans l'analyse de la manière dont les services **non WASH** répondent aux **besoins des utilisateurs** et dans la prise en compte de **l'existence ou l'absence de politiques relatives aux services non WASH**.

Observations et recommandations concernant le processus d'évaluation:

- Les orientations du SWSC pour l'évaluation ne mentionnent pas explicitement les « **besoins des utilisateurs** » sous la pertinence. Cet aspect devrait figurer dans le guide.
- Dans certains rapports, l'analyse de la « **pertinence** » est mélangée aux critères de **cohérence, d'efficacité et d'impact**. Le guide devrait être révisé de manière à clarifier les questions par critère afin d'éviter le chevauchement ou la duplication des informations.
- L'aspect « **Contribution à la réalisation de l'agenda local ou national** » correspond mieux au **critère d'impact**. Cet aspect devrait être retiré du critère de pertinence.

2.2. Cohérence

Les orientations du SWSC pour l'évaluation et le CAD de l'OCDE définissent la **cohérence** comme suit: «*La compatibilité d'une intervention avec les autres interventions menées au sein d'un pays, d'un secteur ou d'une institution*». L'OCDE distingue en outre la cohérence interne et la cohérence externe comme suit: «*La cohérence interne porte sur les synergies et les interdépendances entre une intervention et les autres interventions menées par une même institution ainsi que sur la cohérence entre une intervention et les normes et critères internationaux pertinents auxquels une institution adhère. La cohérence externe désigne la cohérence entre l'intervention considérée et celles menées par d'autres acteurs dans le même contexte. Fait référence à la complémentarité, à l'harmonisation et à la coordination avec les autres acteurs, ainsi qu'à la mesure dans laquelle l'intervention est source de valeur ajoutée tout en évitant les redondances d'activités*».

Il y a une cohérence dans la mise en œuvre des approches par les différents membres du SWSC. Toutefois, il y a moins d'éléments indiquant que les projets coordonnent leurs efforts avec ceux d'autres acteurs du développement travaillant dans le même contexte géographique ou suivant les mêmes approches. L'intérêt des autorités locales et nationales pour ces approches est manifeste, mais elles sont également conscientes des limites qu'elles rencontrent en termes de ressources financières, d'expertise technique et de logistique pour les mettre pleinement en œuvre.

Cohérence entre les projets du SWSC

Les approches des membres du SWSC **sont cohérentes entre elles dans leur mise en œuvre**. Les efforts engagés par le SWSC pour **coordonner et consolider les méthodes, les approches et les outils** contribuent à ce résultat. De plus, la plupart des rapports ont suivi les mêmes lignes directrices et processus d'évaluation. Ainsi, les informations obtenues montrent qu'en général, **les interventions des différents membres du SWSC sont harmonisées et coordonnées non seulement au niveau de la mise en œuvre**, mais aussi au **niveau du suivi** (données FACET) et de **l'évaluation**. Pour la phase suivante, les projets du SWSC continueront d'être cohérents entre eux, notamment grâce à l'existence d'une théorie du changement pour les Écoles Bleues et pour WASH dans les établissements de soins de santé.

En outre, dans certains cas, les évaluations montrent à quel point les **approches phares sont cohérentes au sein des organisations elles-mêmes**. Par exemple, au Burkina Faso: «*La composante WASH du projet PREMETS II est conforme avec la politique WASH de Tdh. Cela a été rendu possible grâce à la mise en œuvre de l'approche Écoles Bleues visant à créer un environnement protecteur (communauté et école) pour les enfants*» (évaluation Burkina Faso – Tdh). De même, au Niger: «*le projet est aligné sur la stratégie globale de*

SWISSAID: les objectifs spécifiques 1, 2 et 3 ainsi que l'approche Écoles Bleues sont systématisés dans tous les projets eau de SWISSAID Niger» (évaluation Niger – SWISSAID). Cependant, toutes les évaluations ne déterminent pas dans quelle mesure les approches phares sont cohérentes en interne ou comment elles ont été intégrées à d'autres projets au sein des organisations.

Cohérence avec les interventions d'autres acteurs

Dans les pays des projets, les résultats des évaluations montrent **différents niveaux de cohérence avec les interventions menées par d'autres acteurs**⁷. D'un côté, les évaluations confirment **l'existence d'efforts de coordination et de collaboration avec d'autres acteurs du développement travaillant dans la même zone géographique**: À Madagascar, par exemple, «l'UNICEF, le Programme alimentaire mondial (PAM) et des ONG telles qu'Adventist Development and Relief Agency (ADRA), Action Contre La Faim (ACF) et SAHI mettent en œuvre des projets dans le même district qu'Action de Carême et le projet a bénéficié d'une certaine collaboration avec ADRA et ACF pour la fourniture de semences et avec des organisations de la société civile (OSC)/WWF pour la collecte de plants en vue du reboisement. Il n'y a pas eu d'accord officiel avec le PAM concernant la cantine, mais l'approvisionnement en eau fourni par Taratra aux Écoles Bleues soutient la cantine fournie par le PAM» (évaluation approfondie – Écoles Bleues). Au Cambodge, «l'approche Écoles Bleues complète le programme régional Fit for School de la GIZ dans le pays, qui promeut le lavage des mains et le brossage des dents en groupe parmi les élèves» (évaluation approfondie – Écoles Bleues) et en Ouganda: «la collaboration avec des partenaires tels que la Croix-Rouge autrichienne, la fondation Dr. Dip. Welthungerhilfe (WHH), l'IRC, qui ont soutenu le projet dans la mise en œuvre de certaines activités à la fois dans les écoles et les communautés, comme la fourniture de conseils techniques pour l'aménagement de jardins scolaires et l'animation d'ateliers de partage de connaissances, a aussi grandement contribué à la réalisation des objectifs du projet» (évaluation Ouganda – EPER).

D'un autre côté, certains rapports soulignent **l'importance et la nécessité de rechercher une collaboration avec d'autres acteurs du développement**. Par exemple, le rapport approfondi pour les ESS souligne que «l'USAID est active au Bénin. Au cours des cinq dernières années, elle a travaillé sur le changement de comportement pour la prévention des infections dans les ESS, mais elle ne s'est pas engagée dans WASH FIT. Au Népal, l'USAID est le principal investisseur dans l'amélioration de WASH dans les ESS, mais elle n'a pas utilisé l'approche WASH FIT. En revanche, au Mali, l'USAID travaille activement avec l'approche et a pris une part active à l'atelier national de contextualisation des indicateurs WASH FIT. L'absence d'engagement de l'USAID dans WASH FIT au Bénin et au Népal est une source de préoccupation importante en ce qui concerne les progrès de l'approche au sein d'autres institutions. Une action de plaidoyer auprès de l'USAID est recommandée afin de comprendre où l'organisation pourrait envisager d'adopter ou d'intégrer WASH FIT dans ses programmes actuels ou futurs» (évaluation approfondie – ESS).

En outre, certaines évaluations mettent en avant **la cohérence des approches avec les initiatives des gouvernements locaux**: au Niger, par exemple: «l'approche Écoles Bleues est cohérente avec les plans communaux, en particulier ceux résultant du texte sur l'évolution juridique du secteur de l'eau et de l'assainissement adopté en janvier 2016 par le gouvernement et du décret sur le transfert des compétences et ressources de l'État aux communes, aux régions et aux autorités locales dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'hydraulique et de l'environnement» (évaluation Niger – EPER). En Éthiopie, l'évaluation confirme que «l'approche Écoles Bleues est incluse dans le plan d'action au niveau du district et les composantes du projet figurent dans le plan d'action annuel pour l'assainissement et dans les indicateurs de suivi du secteur de l'éducation au niveau du district, et ils sont reproduits au sein du district» (évaluation approfondie – Écoles Bleues). De plus, «les bureaux de santé, centres de santé et agents de vulgarisation sanitaire du district ont

⁷ La plupart des évaluations standard abordent l'existence d'autres programmes ou projets dans les mêmes régions, mais peu d'entre elles fournissent des indications ou des exemples de collaboration et de coordination. Trois évaluations: Tdh – Burkina Faso, SWISSAID – Niger et Éthiopie – EPER – ESS ne comportent pas de chapitre sur la cohérence.

participé au déclenchement communautaire (création de la demande pour une installation d'assainissement), à la promotion de l'hygiène et à la mise en œuvre de WASH FIT au centre de santé de Tsigereda et au poste de santé d'Addis Amba» (évaluation Éthiopie – EPER). **La coordination et la coopération** avec d'autres **organisations de développement et avec les autorités locales et régionales contribuent** à renforcer les **partenariats locaux susceptibles de garantir la durabilité**. Il importe donc de continuer à intensifier les efforts de consolidation des partenariats avec d'autres acteurs.

Intégration des approches dans les systèmes nationaux et régionaux

Les rapports d'évaluation font état de l'**intérêt des gouvernements et des autorités éducatives et sanitaires** pour l'utilisation des approches Écoles Bleues et WASH FIT. Le rapport approfondi sur les ESS indique: «Les parties prenantes des trois projets aux niveaux national et régional reconnaissent que WASH FIT est un outil précieux, en parfait accord avec les politiques et normes nationales existantes en matière de services WASH dans les établissements de soins de santé» (évaluation approfondie – ESS) et au Mali, «WASH FIT devient progressivement l'outil de référence pour l'amélioration des services WASH dans les centres de santé. La formation est dispensée par le département régional de la santé» (évaluation approfondie – ESS). Toutefois, **malgré l'intérêt manifesté par différents acteurs gouvernementaux**, dans certains pays, **il n'existe pas de mesures concrètes pour intégrer ces approches dans le système**. Par exemple, en Ouganda, «les autorités éducatives n'ont pris aucun engagement verbal ou écrit et aucune mesure n'a été engagée pour utiliser les exercices pratiques et les technologies des Écoles Bleues dans le cadre des programmes scolaires et/ou des activités extrascolaires existants» (évaluation Ouganda – EPER). Au Bénin, le rapport conclut que «le gouvernement manifeste un vif intérêt et un fort engagement pour la mise en œuvre de WASH FIT dans les 12 départements. Il reste toutefois à voir si les principales parties prenantes intégreront pleinement le cadre dans les plans stratégiques et budgétaires à tous les niveaux» (évaluation approfondie – ESS). Les informateurs clés reconnaissent **les limites qui existent en termes de ressources financières, d'expertise technique et de logistique des gouvernements nationaux, régionaux et locaux pour adopter et intégrer pleinement les approches phares à leurs programmes**. En Éthiopie, par exemple, «malgré l'intérêt et les efforts déployés pour faire avancer l'approche phare (Écoles Bleues), des fonctions bien développées et un renforcement institutionnel sont nécessaires pour prendre pleinement le relais. L'autre contrainte est l'absence d'expertise technique pour appliquer pleinement l'approche, ainsi que les contraintes logistiques qui constituent une limitation critique au sein des bureaux sectoriels du gouvernement» (évaluation Éthiopie – CACH).

Enfin, les rapports d'évaluation standard ne répondent pas systématiquement à la question suivante: «Y a-t-il un potentiel d'extension dans le système/contexte national?». Les évaluations approfondies abordent cette question au [paragraphe 2.5 – Impact: Changement transformationnel du système de santé et d'éducation](#).

Conclusions

- Il y a une cohérence dans la mise en œuvre des approches entre les membres du SWSC.
- Dans certains cas, les évaluations montrent comment les organisations intègrent les approches dans leurs activités dans d'autres projets ou initiatives, mais beaucoup d'évaluations n'ont pas abordé cette question.
- Même s'ils citent des exemples d'efforts de coordination et de collaboration avec d'autres acteurs du développement, la plupart des rapports n'indiquent pas les raisons pour lesquelles certains projets n'ont pas pu se coordonner ou collaborer avec d'autres organisations. Peu d'entre eux ont procédé à une analyse approfondie des activités des autres acteurs et de la manière dont les interventions de projet et les approches apportent une valeur ajoutée à ces initiatives.
- Dans la plupart des projets, les acteurs des gouvernements nationaux, régionaux et locaux semblent être intéressés par l'utilisation de ces approches dans leurs programmes. Toutefois, il y a un écart entre «manifeste de l'intérêt» et «être capable d'adopter les approches». Certaines limites importantes demeurent manifestes en termes de ressources financières, d'expertise technique et de logistique.

Recommandations pour la phase suivante

Pour garantir la cohérence interne, les membres du SWSC devraient aborder **l'importance d'intégrer les approches au sein des organisations**, par exemple dans d'autres projets, pays ou régions où elles sont actives.

Il est important de **cartographier toutes les parties prenantes et initiatives (y compris les acteurs du développement et les institutions gouvernementales)** actives dans la même zone géographique ou d'appliquer les mêmes approches dans d'autres régions pour élaborer des stratégies d'engagement et de plaidoyer avec ces acteurs afin de consolider les efforts de coordination et de collaboration. **La documentation de ces efforts dans des rapports de suivi fournira des éléments utiles pour les futures évaluations externes.**

Pour assurer une plus grande cohérence avec les activités menées aux niveaux local et régional, **les projets devraient continuer à promouvoir les approches, non seulement auprès des institutions gouvernementales, mais aussi auprès d'autres organisations** telles que d'autres ONG, des organismes des Nations Unies et des institutions bilatérales telles que l'USAID et la GIZ.

La phase suivante devrait continuer à se concentrer sur la transformation de la conception du projet de «sensibilité aux systèmes» en «renforcement des systèmes», c'est-à-dire **remédier aux limites exprimées par les acteurs gouvernementaux** et poursuivre **les efforts de plaidoyer visant à renforcer leur engagement en faveur de l'adoption et l'application** des approches. Voir également le [paragraphe 2.5 – Impact, sous Activités de plaidoyer](#) et le [paragraphe 2.6 – Durabilité: Implication dans la planification et le pilotage de l'approche](#).

Observations et recommandations concernant le processus d'évaluation

- Dans les orientations du SWSC pour l'évaluation, la question posée pour la **cohérence** de l'«*intégration dans le système national*» chevauche les critères de pertinence, d'impact et de durabilité. Dans certains cas, les évaluateurs ont intégré cette question au critère de pertinence; ils n'ont donc pas inclus de chapitre sur la cohérence. Le guide devrait être révisé de manière à clarifier les questions par critère afin d'éviter le chevauchement ou la duplication des informations.
- Les orientations du SWSC pour l'évaluation devraient définir et mieux expliquer la définition de la cohérence **interne et de la cohérence externe** afin de garantir que les futures évaluations l'appliquent dans leur analyse.
- La question de l'extension doit être déplacée vers le **critère d'impact** afin d'éviter les doublons dans le reporting.

2.3. Efficacité

Selon les orientations du SWSC pour l'évaluation et sur la base des critères d'évaluation du CAD de l'OCDE, l'**efficacité** est définie comme suit: *Mesure dans laquelle les objectifs et les résultats de l'intervention ont été atteints, ou sont en train de l'être, y compris les résultats différenciés entre populations*. Cette section traite principalement de la réalisation des objectifs en matière de services WASH et non WASH selon l'approche phare, en comparant les données de référence et finales de projet avec les informations qualitatives recueillies par les évaluations. Les changements de comportement et d'attitude observés grâce aux projets sont abordés dans [le paragraphe 2.5 – Impact: Changements importants perçus dans les écoles et les ESS](#).

Les résultats sont positifs et les objectifs pour les deux approches ont été atteints dans la plupart des services par la plupart des projets, ce qui démontre leur efficacité. Les facteurs de réussite pour ces résultats sont: a) des infrastructures WASH fonctionnelles et de qualité; b) la participation des parties prenantes à tous les stades du cycle du projet; c) le renforcement des capacités et des compétences; et d) un plaidoyer efficace.

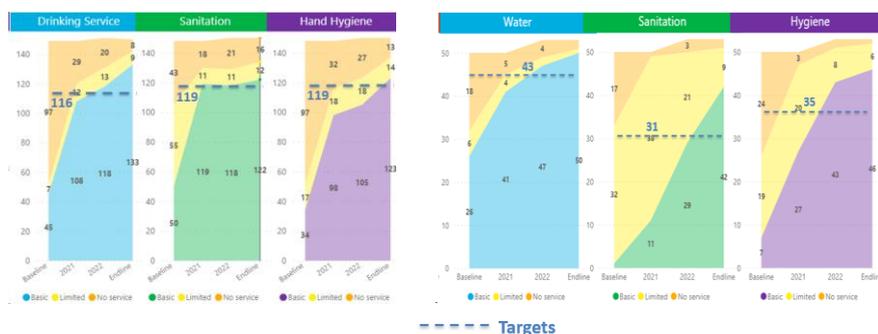
Réalisation des objectifs

Les données quantitatives finales sur les objectifs spécifiques et les résultats de 150 Écoles Bleues et 50 ESS ([Annexe 2](#)), corroborées par les informations qualitatives recueillies par les évaluations, montrent que les objectifs ont été atteints dans les deux approches pour tous les projets. Les graphiques ci-dessous montrent les données finales, recueillies par les projets, et la compilation des progrès du niveau «accès aux services élémentaires» à l'aide de l'échelle des services définie par le JMP pour les indicateurs des services WASH dans les institutions:

Résultats au niveau des objectifs spécifiques de la Phase III (indicateurs) selon les catégories de niveau de service du JMP

Graphique 3: Données recueillies dans 150 Écoles Bleues*

Graphique 4: Données recueillies dans 50 ESS.



Données de suivi de projet: services JMP – décembre 2023 *L'insécurité au Soudan (30 écoles) et au Burkina Faso (4 écoles) a limité la mise en œuvre des activités et empêché les évaluations des projets.

L'atteinte du niveau «service élémentaire» pour l'accès de base à l'eau potable est le résultat le plus fort dans la plupart des projets pour les deux approches. Ce résultat reflète les efforts déployés par tous les projets pour garantir la **fonctionnalité des systèmes d'approvisionnement en eau**, soit en investissant dans la construction ou la remise en état de points d'eau et de systèmes de stockage de l'eau, soit en **assurant le raccordement** des systèmes existants aux écoles et aux ESS. En Ouganda, par exemple, selon les informations finales, les sept écoles ciblées avaient atteint le niveau «service élémentaire d'accès à l'eau potable» (voir [annexe 2](#)). Ces résultats sont corroborés par l'évaluation: «Chaque école comptait au moins un ou deux points de collecte de l'eau comprenant un forage, une borne-fontaine ou un système de collecte des eaux de pluie. Toute l'eau était traitée à partir du point d'eau principale (systèmes hybrides) de manière à la rendre propre à la consommation» (évaluation Ouganda – EPER). De même, en Éthiopie, «le point d'eau est classé comme amélioré/élémentaire, car les ESS sont raccordés aux systèmes d'approvisionnement en eau en zone rurale du projet Angolala na Tera WASH (AWP), y compris la remise en état des lavabos pour le lavage des mains au poste de santé» (évaluation Éthiopie – EPER); et au Mali, «d'ici 2022, les dix ESS ont atteint le niveau service élémentaire. L'amélioration de l'accès à l'eau dans les centres de santé a également changé la manière dont les patients et les visiteurs perçoivent les centres de santé» (évaluation approfondie – ESS)⁸. Les projets ont également déployé des efforts importants pour garantir une **eau potable salubre**. Au Burkina Faso, «le projet a amélioré la qualité des services d'eau potable dans les 5 écoles et un budget pour l'entretien du point d'eau a été établi» (évaluation Burkina Faso – Tdh). Au Népal, «des tests de la qualité de l'eau sont effectués, et le compte rendu est affiché publiquement dans tous les ESS visités. La qualité de l'eau potable dans tous les ESS observés est conforme à la norme nationale sur l'eau potable» (évaluation approfondie - ESS); et en Inde, «tous les ESS disposaient d'approvisionnement en eau amélioré et d'eau disponible dans les locaux dans un rayon de 500 m dans les zones générales. L'eau potable était traitée dans 8 des 9 ESS. Le projet a facilité les tests de la qualité de l'eau avant la rénovation/construction des installations d'approvisionnement en eau potable et les tests ont été réalisés avant l'ouverture à la consommation publique après les interventions du projet. Les 9 ESS ont tous été testés sur la base de paramètres clés» (évaluation Inde – Tdh). La plupart des évaluations affirment qu'il est essentiel d'assurer l'accès à une **eau potable salubre et fonctionnelle** pour garantir la réalisation des objectifs dans les autres services.

⁸ Les données finales figurant dans l'[annexe 2](#) corroborent ces résultats.

En outre, la plupart des évaluations abordent les efforts visant à assurer **l'exploitation et la maintenance** (O&M) des infrastructures WASH. Par exemple, au Népal: «les enseignants et les employés de bureau ont été formés à la gestion, à l'exploitation et à la maintenance des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, élaboré des lignes directrices d'exploitation et de gestion et créé un fonds O&M dans les écoles ciblées» (évaluation Népal – Tdh); au Bénin, «tous les ESS visités disposent d'un point d'eau amélioré fonctionnel et d'un budget d'exploitation et maintenance pour l'approvisionnement en eau» (évaluation approfondie – ESS) et au Cambodge: «les futures activités d'O&M sont entièrement couvertes et ne posent pas de problème majeur pour les écoles, car le projet a également financé une partie des coûts. Les écoles et la communauté couvriront les éventuels déficits par le biais de dons en nature et en espèces » (évaluation approfondie – Écoles Bleues). Toutefois, **l'O&M doit encore être poursuivi et renforcé**, par exemple en Éthiopie: «certaines personnes interrogées ont indiqué que l'engagement des parties prenantes, comme le gouvernement local, dans la planification, la mise en œuvre et l'exploitation et la maintenance du projet, y compris le suivi, n'était pas ce qu'il devrait être et devait être amélioré» (évaluation Éthiopie – CACH) et «bien que des plans de financement aient été élaborés pour l'exploitation et la maintenance (O&M) et qu'un compte O&M ait été créé dans sept ESS sur huit [au Népal], avec des fonds alloués dans certains d'entre eux, le personnel ne croit pas que le financement de l'O&M sera maintenu dans leur ESS en cas de coupes sombres dans le budget municipal» (évaluation approfondie – ESS); **il demeure donc important de «continuer à renforcer l'engagement pour inclure les conseils municipaux et communaux afin d'allouer des ressources spécifiquement à l'O&M des installations WASH»** (évaluation approfondie – Écoles Bleues).

Assainissement: les données finales montrent que la plupart des projets Écoles Bleues évalués **ont atteint les objectifs** (niveaux «services élémentaires»⁹ de la fourniture de services) et, dans le cas des ESS, seuls Bénin et Éthiopie – EPER sont restés à des niveaux limités (voir [annexe 2](#)). Ces données montrent également que le niveau global de réalisation des objectifs en matière d'**assainissement** est **inférieur** à celui de l'eau. Les informations qualitatives recueillies par les évaluations confirment ces résultats, expliquant que dans les écoles, «certaines latrines manquent encore d'eau» (évaluation Éthiopie – CACH) ou «elles ne remplissent pas les exigences en matière d'hygiène menstruelle» (évaluation Bénin – Helvetas). Dans le cas des ESS, les raisons pour lesquelles certains projets ont fait état de niveaux limités atteints sont les suivantes: «les toilettes protègent l'intimité des utilisateurs et étaient fonctionnelles lors de la visite. Cependant, il n'y a pas de toilettes réservées au personnel, ni d'installations d'hygiène menstruelle. Le service d'assainissement du centre de santé se situe donc à un niveau inférieur aux services limités» (évaluation Éthiopie – EPER) et en Éthiopie: «les conditions d'hygiène et d'assainissement étaient limitées en raison de la propreté de la situation et de l'absence de savon» (évaluation approfondie – Écoles Bleues).

Hygiène des mains: les données finales montrent que **les objectifs ont été atteints pour la plupart des Écoles Bleues** (à l'exception de Niger – EPER et d'Ouganda – EPER) **et des ESS**. Les résultats sont étayés par des informations qualitatives fournies par les évaluations qui montrent que la plupart des Écoles Bleues et des ESS disposent d'**installations fonctionnelles pour le lavage des mains au savon** et que celles-ci **sont construites à proximité des toilettes**. En outre, les évaluations confirment que les **pratiques de lavage des mains** ont été **promues et adoptées** dans la plupart des Écoles Bleues et des ESS visités. Les **campagnes** lancées en **réponse à la pandémie de COVID-19** ont contribué à ces résultats, par exemple au Burkina Faso, «le pourcentage d'écoles disposant d'installations de lavage des mains et d'eau a été maintenu à 100 % et le début du projet a coïncidé avec les mesures prises par l'État et ses partenaires pour lutter contre la propagation du COVID-19, y compris la distribution d'installations de lavage des mains» (évaluation Burkina Faso – Tdh); et au Bénin, «en raison du COVID-19, le nombre de dispositifs de lavage des mains (DLM) prévu a été doublé pour s'assurer que les élèves disposent d'un équipement suffisant pour se laver les mains» (évaluation Bénin – Helvetas).

⁹ Il est important de souligner que le niveau de service «élémentaire» pour l'assainissement dans les écoles n'inclut pas les règles de «ratio élèves par latrine» de 1:30 pour les filles et de 1:50 pour les garçons avec urinoirs. Le ratio élèves par latrine n'est inclus que dans la catégorie 'avancé'. Atteindre le ratio de toilettes conformément à la norme nationale reste un défi; c'est pourquoi, lors de la Phase IV, le SWSC a ajouté un indicateur à ce sujet, considérant qu'il s'agit d'un aspect essentiel de l'assainissement dans les écoles.

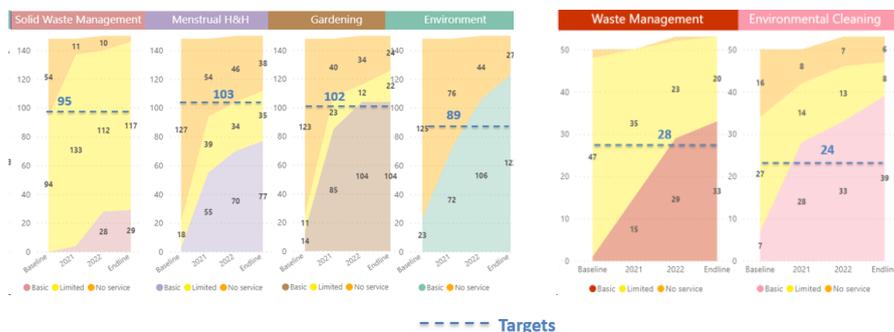
Services non WASH dans les écoles: les données finales (voir ci-dessous) et les informations qualitatives issues des évaluations montrent des améliorations en matière d'**hygiène menstruelle, de jardinage et de pratiques environnementales** dans les Écoles Bleues, même si les niveaux de réalisation varient d'un projet à l'autre (détails par projet dans l'[annexe 2](#)).

Les graphiques ci-dessous montrent les données finales et la compilation des progrès du niveau «accès aux services élémentaires» à l'aide de l'échelle des services définie par le SWSC pour les indicateurs des Écoles Bleues et des ESS.

Résultats au niveau des objectifs spécifiques de la Phase III (indicateurs) selon les catégories de niveau de service du SWSC

Graphique 5: Données recueillies dans 150 Écoles Bleues*
recueillies dans 50 ESS

Graphique 6: Données



Données de suivi de projet: services SWSC – décembre 2023 *L'insécurité au Soudan (30 écoles) et au Burkina Faso (4 écoles) a limité la mise en œuvre des activités et empêché les évaluations des projets.

Au Cambodge, «45 Écoles Bleues répondent aux niveaux des services élémentaires selon les indicateurs du SWSC: les écoles ont accès à la gestion de l'hygiène menstruelle, au jardinage scolaire et à l'environnement» (évaluation approfondie – Écoles Bleues). Au Burkina Faso, «les produits des jardins sont également utilisés dans les cantines» (évaluation Burkina Faso – Tdh) et à Madagascar, «tout le monde comprend la gravité du changement climatique et le reboisement est l'une des solutions mises en œuvre à proximité des zones scolaires» (évaluation approfondie – Écoles Bleues). L'hygiène menstruelle atteint des niveaux de réalisation inférieurs à ceux du jardinage et des pratiques environnementales. Selon les personnes interrogées lors des évaluations, cela s'explique par les préjugés à l'encontre de l'hygiène menstruelle dans les écoles, par exemple en Éthiopie: «La communauté, en particulier les parents des jeunes filles, s'est opposée à l'application de la gestion de l'hygiène menstruelle dans les écoles. Parmi les raisons invoquées par les parents pour refuser la gestion de l'hygiène menstruelle, il y a la crainte que les filles soient victimes d'abus.» (évaluation Éthiopie – CACH). Une autre raison est que l'hygiène menstruelle n'est pas encore une priorité pour les écoles, par exemple au Bénin: «Les produits d'hygiène menstruelle ne sont distribués que lors de la journée Hygiène menstruelle et leur achat n'est pas une priorité pour les écoles» (évaluation Bénin – Helvetas). Pour relever ces défis, la phase suivante devrait continuer à promouvoir les pratiques d'hygiène menstruelle non seulement dans les écoles, mais aussi au sein des communautés.

Le service non WASH le plus faible est la gestion des déchets solides (GDS)¹⁰, même si les résultats tendent à être plus élevés dans les ESS que dans les Écoles Bleues. Les principaux problèmes observés sont le tri à la source limité, par exemple en Ouganda, où «75,8 % des écoles n'avaient pas de poubelle séparée pour les déchets organiques et non organiques» (évaluation Ouganda – EPER) et l'absence de collecte et de traitement des déchets après le tri, ce qui incite à brûler les déchets. Il n'existe aucun mécanisme de traitement des déchets dans les communautés et les capacités techniques des institutions locales pour la collecte et le traitement des déchets solides sont encore limitées. Au Burkina, par exemple, «aucune école n'élimine les déchets dans une fosse protégée sur place ou via une autorité extérieure et aucune ne fait trier les déchets organiques et inorganiques à la source, ne les collecte régulièrement et ne les traite/élimine en toute sécurité» (évaluation Burkina Faso – Tdh); au Cambodge, «les services de collecte des ordures sont largement inexistantes dans les zones rurales du Cambodge, et l'incinération des déchets est une pratique

¹⁰ En collaboration avec l'Eawag, le SWSC a placé la barre très haut en définissant un indicateur pour un service GDS «de base» dans les écoles en l'absence d'orientations du JMP.

courante dans les écoles et les communautés. Les écoles ont adopté le concept des 3R (réduire, réutiliser et recycler) en introduisant des mesures telles que l'interdiction des plastiques à usage unique chez les vendeurs de produits alimentaires et la promotion de l'utilisation à la place de feuilles de banane ou de lotus pour emballer les aliments. Malgré des améliorations significatives et des efforts en matière de gestion des déchets solides, les écoles restent à un niveau de service limité car les critères de niveau de service de base du SWSC ne permettent pas de brûler des déchets» (évaluation approfondie – Écoles Bleues); et en Inde, «dans 89 % des ESS, les déchets ont été traités/éliminés en toute sécurité. Aucun des ESS n'éliminait le placenta en toute sécurité, selon les indicateurs du JMP, et 89 % (8 sur 9) des ESS, à l'exception des centres de santé primaires de Jharkhali, disposaient de zones clôturées et protégées pour le stockage des déchets en attente d'incinération et/ou d'enlèvement de l'établissement» (évaluation Inde – Tdh).

Nettoyage de l'environnement dans les ESS: les objectifs ont été atteints dans l'ensemble grâce à l'existence de **protocoles de nettoyage** et au fait que **le personnel des ESS a appris à garder les établissements** propres. En Éthiopie, par exemple, «*le centre de santé a établi et mis en place des protocoles de nettoyage. Le personnel chargé du nettoyage a été formé à la prévention et au contrôle des infections (PCI). Le centre de santé fournit des services de base en matière de nettoyage de l'environnement*» (évaluation Éthiopie – EPER) et au Bénin, «*la fourniture d'eau, et en particulier d'eau chlorée, pour le nettoyage de l'environnement a entraîné une amélioration constante du niveau de service*» (évaluation approfondie – ESS).

Effets non intentionnels

La plupart des évaluations n'ont relevé **aucun effet non intentionnel**. Seules quelques évaluations des écoles ont évoqué les points suivants: **l'empiétement de la communauté** sur les latrines scolaires a été signalé en Ouganda; **le service de jardinage scolaire a été perçu comme gourmand en eau dans l'évaluation Niger** – EPER et **les autorités scolaires semblent avoir des difficultés à maintenir cette activité**. Ces effets non intentionnels **ne peuvent être généralisés** et constituent des informations anecdotiques isolées partagées par des informateurs clés ou des participants aux groupes témoins de certains projets. Si les rapports d'**évaluation n'ont pas pu traiter ou enregistrer des effets non intentionnels des approches**, cela ne signifie pas qu'il n'y en a pas. Au niveau des projets, il serait bon de **suivre qualitativement** l'existence d'effets non intentionnels causés par les approches.

Conclusions

- Les résultats sont positifs et la plupart des projets ont atteint les objectifs fixés pour les deux approches dans la plupart des services WASH et non WASH. Les facteurs de réussite identifiés sont les suivants:
 - ✓ **Accès à des infrastructures WASH fonctionnelles et de qualité.** Si la fonctionnalité et la qualité de l'infrastructure WASH sont assurées, y compris les pratiques d'O&M, l'acceptation de la communauté sera plus grande, le succès de la mise en œuvre des autres services pourra être garanti et l'engagement financier des gouvernements locaux pourra être déclenché.
 - ✓ **Renforcement des capacités** et soutien technique aux institutions et organisations locales en matière d'O&M.
 - ✓ **Communication et plaidoyer**, voir également le [paragraphe 2.5 – Impact: Activités de plaidoyer](#).
 - ✓ **Implication des parties prenantes** à tous les stades du cycle du projet et dialogue ouvert avec la communauté, voir également le [paragraphe 2.6 – Durabilité: Implication dans la planification et le pilotage de l'approche](#).
- Le service non WASH le plus faible est la gestion des déchets solides (GDS) en raison d'un tri à la source limité et de l'absence de **collecte** et de **traitement** des déchets après le tri, ce qui incite à brûler les déchets. En outre, il n'existe souvent aucun dispositif de **traitement** des déchets dans les communautés et les **capacités techniques** des institutions locales **pour la collecte et le traitement** des déchets solides sont encore limitées.

Recommandations pour la phase suivante

La phase suivante devrait continuer à promouvoir les approches et à renforcer les capacités des institutions **aux niveaux local et national tout en soutenant les mécanismes gouvernementaux de suivi et d'évaluation**. Des méthodes de **renforcement des systèmes** restent nécessaires pour garantir que les acteurs gouvernementaux non seulement assument leurs responsabilités, mais aussi disposent des compétences et des connaissances requises pour mettre en place, superviser et garantir l'exploitation et la maintenance des infrastructures. Le **partenariat avec d'autres acteurs du développement** est nécessaire pour s'aligner sur les efforts de renforcement des systèmes en cours.

Il est important de relever les défis identifiés par les évaluations en matière de **gestion de l'hygiène menstruelle**. La phase suivante **devrait continuer à promouvoir les pratiques d'hygiène menstruelle non seulement dans les écoles, mais aussi au sein des communautés**.

En ce qui concerne la composante **GDS**, il sera important de **renforcer le dialogue et la collaboration avec les autorités locales pour promouvoir la collecte et le traitement des déchets et d'éviter leur incinération**. En outre, des partenariats avec des **parties prenantes du secteur privé local** pourraient être établis pour la collecte de plastique recyclé, de papier et d'autres types de déchets. Dans les écoles, la transformation des déchets organiques en compost nécessite des capacités techniques et dans les ESS, il est nécessaire d'aborder le traitement correct des biodéchets. Enfin, les **processus d'amélioration des pratiques d'économie circulaire nécessitent un dialogue et une planification avec les parties prenantes locales**. Sans une **approche consolidée et stratégique de la gestion des déchets**, les réalisations resteront limitées et ne seront pas durables. Si possible, il conviendrait de mener une **étude spécifique sur les moyens d'améliorer la gestion** des déchets au niveau local.

Observations et recommandations concernant le processus d'évaluation

- Il est judicieux de fournir des **informations quantitatives (données de référence et données finales) aux évaluateurs**, afin qu'ils puissent trianguler les résultats avec les informations qualitatives obtenues lors de leur travail sur le terrain. Il s'agit d'un atout important du processus de collecte de données probantes.
- Dans l'ensemble des rapports d'évaluation normalisés, il n'y a pas d'analyse cohérente **des facteurs qui entravent ou facilitent la réalisation des objectifs**.
- Si les rapports d'évaluation n'ont pas pu traiter ou enregistrer les **effets non intentionnels des approches**, cela ne signifie pas qu'il n'y en a pas. Au niveau des projets, il serait bon de suivre **qualitativement et de documenter systématiquement l'existence d'effets non intentionnels causés par les approches**.
- Au cours de la phase suivante, afin de renforcer les données basées sur des éléments probants, il sera important d'inclure dans le système de suivi des projets des **indicateurs qualitatifs sur la manière dont les utilisateurs perçoivent et utilisent les services**.

2.4. Efficience

Selon les orientations du SWSC pour l'évaluation et sur la base des critères d'évaluation du CAD de l'OCDE, l'**efficience** est définie comme suit: *«mesure dans laquelle l'intervention produit, ou est susceptible de produire, des résultats de façon économique et dans les temps.»*

Les évaluations n'ont pas fourni d'éléments solides permettant d'apprécier l'efficience réelle des approches. Toutefois, on peut affirmer que les projets ont produit des résultats dans les temps et sans mauvaise allocation des fonds, même s'ils se sont heurtés à d'importantes difficultés de mise en œuvre.

Afin d'apprécier l'efficience, **les évaluations ont analysé si les résultats avaient été atteints comme prévu en termes de temps et de budget**. En général, les évaluations concluent que **les projets ont produit les résultats dans les temps et sans mauvaise allocation des fonds**. Les données finales montrent même que **certains projets ont dépassé leurs objectifs** (voir [Annexe 2](#)). Même si les projets se sont heurtés à **différentes difficultés durant leur mise en œuvre, telles que la pandémie de COVID-19 et l'insécurité dans certaines localités**, il n'est pas fait état de **retards importants ni de mauvaise allocation** des fonds qui

auraient pu affecter les résultats. D'autres difficultés, telles que **des retards dans les approbations des entités gouvernementales ou dans la livraison des entrepreneurs**, sont mentionnées dans les évaluations. Les faiblesses des **gouvernements et organisations locaux** peuvent entraîner **des retards ou des dépenses excessives**. L'objectif des approches étant de les impliquer à différents stades de la mise en œuvre du projet, **pour garantir une utilisation efficace des ressources, les projets devraient planifier les ressources et les calendriers en tenant compte de ces faiblesses**.

Dans le cadre TdR des évaluations, **une analyse des coûts était demandée pour évaluer l'efficacité**. Tous les rapports d'évaluation (à l'exception d'un seul) contiennent des informations sur les coûts concernant les **investissements réalisés par les projets par activité**¹¹ et les **coûts moyens par école ou établissement et par personne**. En outre, les données sur la **proportion des coûts couverte par les fonds locaux, nationaux et de projet**¹² varient d'un projet à l'autre. Pour les écoles, seules deux évaluations incluent tous les coûts, cinq incluent des informations partielles et trois ne comportent pas d'informations. Pour les ESS, trois incluent tous les coûts, trois incluent des coûts partiels et deux ne fournissent pas d'informations. Même si **les équipes de projet ont déployé d'importants efforts pour recueillir et documenter les informations relatives aux coûts par projet, les évaluations n'ont pas pu utiliser ces informations pour apprécier l'«efficacité»** des projets et déterminer le rapport **coûts/avantages des approches**. L'évaluation approfondie des ESS a conclu: «Aucune donnée permettant de comparer le coût global par bénéficiaire à des projets similaires dans chaque pays n'est disponible. Cela constituerait une mesure plus exacte de l'impact économique de l'approche phare. *Chacun des trois projets ayant des besoins d'investissement très différents, il est également difficile d'établir une comparaison constructive de la valeur économique*» (évaluation approfondie – ESS). L'évaluation approfondie des Écoles Bleues affirme également que: «*Il est difficile de comparer les données financières entre les projets, car tous ne partaient pas du même point en termes de niveau de service WASH*» (présentation de l'évaluation approfondie – Écoles Bleues). Comme la plupart des projets ont fait face à des difficultés similaires en ce qui concerne les informations sur les coûts, les **évaluations reposaient pour la plupart sur des estimations, des perceptions ou des hypothèses générales**. Par exemple à Madagascar, «*les parties prenantes font état d'un rapport coûts/avantages favorable*» (évaluation approfondie – Écoles Bleues) ou en Inde, «*la relation entre les données entrées (y compris le niveau d'effort des ressources humaines) et les résultats est rentable: *toutes les ressources ont été utilisées de manière rationnelle avec la participation active des principales parties prenantes*» (évaluation Inde – Tdh). Enfin, l'évaluation approfondie des ESS conclut: «*Pour comprendre pleinement l'efficacité des investissements financiers réalisés pour chacun des projets, une évaluation et une analyse financières détaillées seraient recommandées*» (évaluation approfondie – ESS).

Cependant, **les informations sur les coûts ont permis aux évaluations de dégager des tendances importantes** en matière de **budgetisation et de financement qui pourraient contribuer à une analyse de l'efficacité**. D'une part, dans le cadre du processus de collecte de données probantes, **une étude sur les outils de calcul des coûts pour le programme WASH dans les institutions a été lancée** en partenariat avec l'université de Caroline du Nord. «*Cette étude est utilisée pour aider les municipalités à préparer les budgets annuels recommandés pour atteindre et maintenir l'accès de base. L'étude et sa publication visent à fournir une feuille de route sur la manière dont les données sur les coûts peuvent être collectées et utilisées pour éclairer*

¹¹ a) Investissements couverts par le projet: orientation participative, formation à la planification et aux activités de suivi/supervision pour les parties prenantes afin de diriger WASHFIT et/ou les Écoles Bleues. Formation à l'exploitation et la maintenance des infrastructures et des équipements et/ou formation technique du personnel scolaire, des parents et des élèves en lien avec les services des Écoles Bleues ou formation des membres des comités de gestion des ESS et du personnel médical et non médical en lien avec les services WASH dans les ESS. Activités de changement de comportement et amélioration des infrastructures/équipements. b) Investissements normalement couverts par l'école ou l'établissement de soins de santé: Budget annuel des fournitures/consommables WASH pour l'hygiène courante des mains, la gestion de l'hygiène menstruelle, le nettoyage et la gestion des déchets dans les écoles ou les ESS. Inclure les coûts des services de nettoyage seulement si les agents de nettoyage ne sont pas employés par le ministère ou le gouvernement local. Budget annuel de maintenance pour la maintenance préventive et les réparations des infrastructures/équipements WASH.

¹² Analyser la proportion des coûts couverte par des fonds locaux (communautaires/municipaux), par des fonds du gouvernement national, par des fonds de projet du SWSC et par «d'autres» fonds de projet n'appartenant pas au SWSC. Ne pas inclure les salaires du personnel du projet du SWSC et du personnel des écoles/ESS employé par une institution dans l'une des catégories ci-dessus. Les catégories peuvent être combinées si les budgets annuels pour les fournitures consommables WASH et la maintenance sont combinés dans la pratique. Si les budgets annuels ne sont pas connus ou sont jugés insuffisants, les parties prenantes des écoles/ESS peuvent proposer des montants en se basant sur leur expérience et leur compréhension du contexte.

les politiques» ([Étude sur les outils de calcul des coûts pour le programme WASH dans les institutions](#)). D'autre part, l'évaluation approfondie des Écoles Bleues montre **que les projets ont pu s'assurer des contributions locales**: «L'importante contribution de la communauté (en Éthiopie) a été le facteur qui a permis ce niveau élevé d'efficacité de la mise en œuvre» et affirme que «en ce qui concerne l'efficacité, les installations WASH ont été jugées d'excellente qualité et robustes, dépassant les installations gouvernementales standard. Grâce aux contributions du gouvernement et de la communauté, les projets ont pu mobiliser des ressources substantielles pour l'amélioration des cours de récréation, le jardinage pour la génération de revenus et la fourniture de serviettes hygiéniques aux filles, pour ne citer que quelques exemples» (évaluation approfondie Écoles Bleues). Si ces **informations sont très utiles pour comprendre les priorités des efforts de calcul des coûts et de budgétisation à l'avenir** et la **nécessité de garantir des contributions locales**, elles ne montrent pas le **degré «d'efficacité» des approches**. La **collecte et la documentation régulières des informations sur les coûts constituent un bon moyen d'assurer une bonne analyse des données**. Toutefois, à ce stade, ces informations ne répondent pas directement à la question de l'«efficacité».

Conclusions

Les données sur les coûts n'ont pas nécessairement servi à évaluer l'efficacité ou à effectuer une analyse coûts-avantages des approches. Par conséquent, il n'existe actuellement aucun élément solide permettant d'évaluer l'efficacité réelle des approches. Toutefois, on peut affirmer que tous les projets ont atteint (ou dépassé) des résultats en temps voulu, même s'ils se sont heurtés à d'importantes difficultés de mise en œuvre. Les efforts déployés par les études approfondies pour utiliser les données disponibles afin d'évaluer les tendances en matière d'efficacité sont louables, car l'analyse fournit des informations permettant d'assurer des investissements équilibrés et de mobiliser des fonds locaux. Une étude sur les outils de calcul des coûts pour le programme WASH dans les institutions a également été réalisée. Il s'agit là de bons points de départ pour disposer de données fiables permettant d'évaluer l'efficacité à l'avenir.

Recommandations pour la phase suivante

- Il sera important **de veiller à l'application de méthodes et de processus permettant la collecte fiable de toutes les informations financières de tous les projets dès le début et d'utiliser ces informations pour apprécier et évaluer l'efficacité des projets**.
- Pour pouvoir **comparer correctement l'efficacité des projets**, il pourrait être utile de mener une **évaluation financière approfondie afin de déterminer comment les ressources sont utilisées pour obtenir des résultats**. En outre, il est important que l'évaluation de l'efficacité tienne compte de la relation entre les données entrées et les résultats, ainsi que de l'**allocation appropriée des ressources financières, du temps et des ressources humaines**.
- Les **projets dépendent de l'engagement et de l'efficacité des parties prenantes locales et nationales, et la faiblesse des institutions partenaires peut réduire l'efficacité des projets**. Les projets **devraient tenir compte de ces faiblesses lors de l'établissement du calendrier et du budget de mise en œuvre**. En outre, le processus de renforcement des systèmes devrait inclure, chaque fois que cela est possible, le **renforcement de l'efficacité des institutions locales**.

Observations et recommandations concernant le processus d'évaluation

- La **question 1**: «Exercice de calcul des coûts de l'approche phare pour l'intégration potentielle de l'approche phare dans le système de santé/éducation. En collaboration avec l'équipe de projet, déterminer le coût global pour chacune des six catégories et consigner les données dans la feuille de calcul des coûts» et la **question 2**: «Pour toutes les catégories, analyser la proportion des coûts couverte par des fonds locaux (communautaires/municipaux), par des fonds du gouvernement national, par des fonds de projet du SWSC et par «d'autres» fonds de projet n'appartenant pas au SWSC (préciser)» des orientations du SWSC

pour l'évaluation ne devraient pas figurer dans le critère d'efficacité et devrait être utilisées uniquement pour les exercices de calcul des coûts.

- Si l'on souhaite recueillir des données probantes sur l'efficacité des approches, **une analyse/évaluation économique approfondie devrait être conduite à l'étape suivante.**
- Les **perceptions des avantages sont importantes et devraient non seulement être recueillies par les évaluations, mais aussi suivies par les équipes de projet.** Seul un ensemble solide de données qualitatives peut être pris en compte dans les exercices de collecte de données probantes et pourrait être utilisé pour la triangulation des résultats afin de mesurer l'efficacité.

2.5. Impact

Selon les orientations du SWSC pour l'évaluation et sur la base des critères d'évaluation du CAD de l'OCDE, l'**impact** est défini comme suit: «*mesure dans laquelle l'intervention a produit ou devrait produire des effets importants et de vaste portée, positifs ou négatifs, intentionnels ou non.*»

Il est encore trop tôt pour disposer de données probantes sur l'impact des approches, mais les évaluations ont dégagé d'importantes tendances susceptibles d'entraîner des changements à long terme. Même si les évaluations n'étaient pas des études d'impact, elles ont permis de recueillir et d'analyser les changements importants et les effets immédiats imputables à la mise en œuvre des projets et aux approches. Toutefois, les informations recueillies reposaient principalement sur les expériences anecdotiques des personnes interrogées et des participants aux groupes témoins. Par conséquent, en général, les résultats présentés devraient être triangulés avec des informations quantitatives ou des études d'impact approfondies.

Changements importants perçus dans les écoles et les ESS.

Les **changements les plus importants** perçus par le **personnel des écoles et des ESS et par les membres de la communauté**, tels qu'ils ressortent des évaluations, sont les suivants:

- Augmentation du **taux de scolarisation des filles** (Ouganda, Niger SW, Niger EPER, Éthiopie CACH, Éthiopie EPER, Madagascar, Népal et Bénin).
- **Amélioration des relations** entre les **écoles et les ESS avec les gouvernements locaux** (Madagascar, Cambodge, Népal, Éthiopie EPER).
- **Amélioration des relations** entre les **écoles et les communautés** (Ouganda, Bénin, Niger EPER, Éthiopie CACH).
- **Amélioration du dialogue** entre les **ESS et les communautés** (Bénin, Mali et Népal).
- **Amélioration de l'environnement des écoles et des ESS** (Niger SW, Éthiopie CACH, Madagascar, Cambodge, Éthiopie EPER, Népal, Bénin et Mali).
- **Motivation du personnel des ESS et des écoles** (Madagascar, Cambodge, Éthiopie EPER, Népal, Bénin et Mali).
- **Amélioration de la gestion des ESS** (Népal, Bénin et Mali).

Comme ces résultats reflètent uniquement les perceptions des personnes interrogées, il est encore nécessaire de trianguler ces informations avec d'autres sources de données pour les confirmer.

Changements perçus par les populations les plus défavorisées.

Des projets sont mis en œuvre dans des **communautés et des populations difficiles à atteindre et vulnérables**. En outre, d'après les données finales, 124 **écoles** sur 150 **sont accessibles aux personnes à mobilité réduite ou malvoyantes** (voir détails par projet à l'annexe 2). Sur la base d'observations et d'entretiens, les rapports d'évaluation confirment que **les infrastructures**, comme les toilettes, **répondent aux besoins des personnes à mobilité réduite**, comme les enfants et les personnes âgées. Toutefois, il n'existe **pas d'analyse plus approfondie de la manière dont les deux approches bénéficient globalement à ces populations**. Il est donc difficile de déterminer si les infrastructures disponibles sont utilisées par des personnes et des enfants handicapés.

Néanmoins, **des changements sont perçus par les femmes et les filles grâce aux approches**. D'une part, les évaluations montrent qu'il y a une **augmentation de la participation et du leadership des femmes** au sein des comités WASH des Écoles Bleues et des ESS ainsi que des associations de femmes. Au Mali, par exemple, «*Les ASACO ont retrouvé leur rôle et leur responsabilité. La population locale, par l'intermédiaire de ses représentants au sein d'associations de jeunes et de femmes, est sollicitée et informée*» (évaluation approfondie – ESS) ou en Ouganda, l'évaluation conclut: «*Grâce au projet, la participation des femmes à la prise de décision et à la direction des services WASH a augmenté*» (évaluation Ouganda – EPER). **D'autre part, des questions spécifiques aux femmes telles que l'hygiène menstruelle à l'école et les services prénatals et postnatals, l'allaitement maternel et la ménopause dans les ESS** sont traitées par les projets, en Inde: «*La majorité des bénéficiaires des ESS de l'intervention étaient des femmes (environ 60 %), car tous ces ESS fournissaient des soins prénatals et postnatals liés aux services de soins de santé primaires*» (évaluation Inde – Tdh). Les femmes et les jeunes filles se sentent renforcées par les projets, au Bénin, «*les femmes ménopausées commencent à s'exprimer et les écoles peuvent désormais discuter ouvertement de l'hygiène menstruelle, ce qui permet aux jeunes filles de ne plus avoir à se préoccuper de la gestion de leurs règles pendant qu'elles sont à l'école*» (évaluation Bénin – Helvetas); et au Népal, «*des installations sanitaires séparées et sûres pour les filles, avec des mesures de gestion de l'hygiène menstruelle, leur ont permis de parler de menstruation avec leurs pairs, leurs enseignants et leurs parents*» (évaluation Népal – Tdh)

Changements perçus par le personnel des gouvernements locaux.

La perception générale du **personnel interrogé des gouvernements locaux est positive à l'égard des deux approches**, car il perçoit l'**amélioration des compétences et des capacités du personnel** dans la mise en œuvre des approches, par exemple en Inde: «*les efforts de plaidoyer ont permis de sensibiliser davantage les autorités locales et les responsables des services techniques aux questions relatives au programme WASH dans les centres de santé*» (évaluation Inde – Tdh). Dans d'autres cas, un **sentiment d'engagement** est perçu: «*les autorités scolaires et le gouvernement local se sont approprié les interventions du projet et s'engagent à poursuivre les interventions initiées par le projet*» (évaluation Népal – Tdh); à Madagascar, «*les chefs de Circonscription Scolaire (CISCO) s'engagent à assumer leurs rôles et leurs responsabilités envers les écoles, notamment en ce qui concerne les missions de suivi et de supervision, ce qui contribuera à la durabilité*» (évaluation approfondie – Écoles Bleues). Ces changements s'observent principalement dans **les projets pour lesquels l'implication des acteurs locaux au processus a été recherchée ou encouragée**. Voir également le [paragraphe 2.6 – Durabilité: Implication dans la planification et le pilotage de l'approche](#). Comme précédemment, il s'agit des perceptions des personnes qui ont participé aux entretiens et aux groupes témoins, et ces informations doivent être triangulées avec d'autres sources d'information.

Changement transformationnel du système de santé et d'éducation

Des **changements importants ont eu lieu dans les systèmes de santé et d'éducation grâce aux approches**. Même si les changements ne peuvent être imputés exclusivement aux projets, **les initiatives de plaidoyer et la coopération avec les autorités nationales et d'autres parties prenantes clés y ont contribué**. Le changement le plus transformationnel identifié par les évaluations est l'**intégration d'éléments de l'approche Écoles Bleues dans les programmes scolaires** au Burkina Faso, au Niger, au Bénin et au Népal. En outre, des **principes importants des approches Écoles Bleues et WASH FIT sont désormais ancrés dans des documents nationaux** tels que le School Development Master Plan du Bureau provincial de l'éducation (PoE) au Cambodge; au Népal, «*l'outil de calcul des coûts WASH FIT élaborés dans le cadre du projet au Népal a servi de référence pour l'élaboration d'une feuille de route nationale chiffrée pour WASH dans les ESS. Il s'agit d'un résultat important qui contribue à la feuille de route nationale grâce aux investissements réalisés par Tdh, malgré d'autres acteurs importants dans le domaine de la santé*» (évaluation approfondie – ESS); et en Inde, «*le gouvernement, à travers son programme Kayakalp, cherche à améliorer la prévention et le contrôle des infections dans les ESS, mais le programme a ses propres limites telles que l'absence de normes spécifiques WASH, l'évaluation considérée comme un événement annuel, le manque de redevabilité de la direction des ESS. En 2022, Tdh, avec le soutien du Global Advocacy Fund (GAF) du SWSC, a mené un exercice d'analyse des lacunes en collaboration avec l'Indian Institute of Public Health. Suite à cette analyse,*

un guide intégré sur les indicateurs WASH a été élaboré et l'équipe de Tdh plaide auprès des autorités sanitaires de district pour qu'il soit adopté au niveau des ESS» (évaluation Inde – Tdh). Même si ces résultats sont prometteurs, l'analyse du «**renforcement des systèmes**» réalisée par les évaluations approfondies montre qu'il **existe encore un écart entre les changements de la législation et la mise en œuvre appropriée des approches dans la pratique**. Par conséquent, **l'intégration des approches dans les systèmes de santé ou d'éducation ne suffit pas** à garantir l'impact et la durabilité escomptés. Il est encore nécessaire de **renforcer le système** et de **collaborer plus étroitement avec les acteurs nationaux afin de garantir la redevabilité nécessaire** pour que les gouvernements se sentent responsables de l'application et la mise en œuvre correctes des approches. Des **partenariats solides avec les gouvernements nationaux, régionaux et locaux ainsi qu'avec d'autres acteurs du développement concernés** sont une condition préalable au renforcement des systèmes et à l'obtention d'un impact.

Reproduction et transfert des bonnes pratiques à la communauté

L'une des principales hypothèses de l'approche Écoles Bleues est que les **enfants sont des «agents du changement»** au sein de leur famille et de leur communauté. Des exemples en Éthiopie, à Madagascar, au Bénin, au Niger, au Burkina Faso et au Népal montrent **comment les enfants ont influencé le transfert d'informations et d'idées de l'école à leur famille en adoptant certaines bonnes pratiques promues par les Écoles Bleues**, telles que le **jardinage, le lombricompostage, l'hygiène menstruelle ou le lavage des mains**. En Éthiopie et à Madagascar, par exemple, «*Les parents ont estimé que leurs enfants ont été d'excellents agents du changement, car les clubs WASH ont animé des événements communautaires avec des jeux, des slams et de la poésie. Les observations communautaires ont montré que de nombreux ménages disposaient d'un poste de lavage des mains, d'une douche et de petits potagers. Les hommes ont construit des douches spécialement pour leurs femmes et leurs filles pour l'hygiène menstruelle, ce qui est rare car considéré comme tabou*» (évaluation approfondie – Écoles Bleues). Dans certains cas, toutefois, les changements n'étaient pas totalement évidents pour les évaluateurs. Par exemple, au Cambodge, «*les visites à domicile effectuées par les chercheurs ont montré que la gestion des déchets et le jardinage domestique ne sont pas très répandus au sein de la communauté, ce qui donne à penser que l'influence sur les familles est limitée. L'hypothèse selon laquelle les enfants sont des agents du changement n'était pas apparente*» (évaluation approfondie – Écoles Bleues). Ainsi, les **projets comportant une composante communautaire ont joué un rôle clé dans le soutien apporté aux enfants** pour qu'ils deviennent des agents du changement, en promouvant des actions qui encouragent les enfants à partager les idées avec leur famille et leur communauté par le biais de clubs WASH et de manifestations scolaires et d'événements communautaires comme des jeux, des slams et de la poésie. (évaluation approfondie – Écoles Bleues). En conclusion, sans soutien extérieur, les enfants ne pourraient pas être des agents du changement. **D'autres recherches s'imposent.**

Enfin, la reproduction **par d'autres acteurs est manifeste dans certains pays**; par exemple, au Mali, «*l'approche WASH FIT bénéficie également du soutien de l'OMS, de l'UNICEF, de l'USAID, de World Vision, d'IRC WASH et de WaterAid*» (évaluation approfondie – ESS), au Népal Tdh, «*en collaboration avec l'OMS et l'UNICEF, plaide pour l'intégration de WASH FIT dans la politique nationale et sa mise en pratique à plus grande échelle*» (évaluation approfondie –) et en Ouganda: «*L'équipe du projet a collaboré avec l'OPM et le HCR pour organiser des réunions d'échange interorganisations qui ont réuni des participants d'OSC (WASH, éducation, santé, protection) pour partager les enseignements tirés et les connaissances sur les questions clés au sein de la communauté. Il s'agissait d'une étape importante dans le transfert des connaissances sur l'approche phare du projet et d'une plateforme de plaidoyer pour des aspects clés du projet tels que la gestion de l'hygiène menstruelle*» (évaluation Ouganda – EPER).

Extension

Un **partenariat solide avec les gouvernements locaux** ou **d'autres acteurs locaux** est une condition importante pour l'**extension des approches**. Dans plusieurs cas, **la reproduction des Écoles Bleues et de WASH FIT dans d'autres villages voisins a été observée**. Même si cette reproduction ne peut pas être imputée uniquement aux projets du SWSC, leur contribution à ces résultats est manifeste. En Éthiopie, par exemple,

«les fonctionnaires du district d'Angolelana Tera ont reproduit les salles d'hygiène menstruelle dans 18 autres écoles, en utilisant leurs propres fonds» (évaluation approfondie – Écoles Bleues). Au Népal, «l'approche WASH FIT est appliquée par le partenaire de Tdh dans d'autres districts» (évaluation approfondie); en Inde, l'évaluation a identifié le «potentiel de reproduction de l'approche phare via l'adaptation des lignes directrices nationales (Kayakalp) aux normes internationales (WASH FIT) dans d'autres blocs de la région des Sundarbans, qui rencontrent des types similaires de défis géographiques, topologiques et socio-économiques» (évaluation Inde – Tdh); au Mali, «grâce également au soutien solide du gouvernement, l'outil WASH FIT a été appliqué dans 101 ESS à travers le pays» et «Tdh applique l'approche WASH FIT dans d'autres sous-régions» (évaluation approfondie – ESS); et au Cambodge, le «Bureau provincial de l'éducation (PoE) promeut l'approche Écoles Bleues dans d'autres districts» (évaluation approfondie – Écoles Bleues). Ces exemples montrent **que la reproduction a lieu grâce aux projets du SWSC et avec le soutien et la participation des gouvernements nationaux, régionaux et locaux.**

Comme dans les cas précédents, ces résultats ne peuvent pas être imputés uniquement aux projets et il reste du travail à faire pour renforcer la collaboration et la coopération avec d'autres acteurs dans les zones géographiques où les projets s'efforcent de faire en sorte que d'autres acteurs reproduisent plus largement les approches.

Activités de plaidoyer

Le plaidoyer a été une stratégie centrale qui a contribué à bon nombre des changements décrits ci-dessus ([Changements importants perçus par les communautés](#); [Changements perçus par les populations les plus défavorisées](#); [Changements perçus par le personnel des gouvernements locaux](#); [Changement transformationnel du système de santé et d'éducation](#)).

Le travail de plaidoyer a permis de mobiliser des fonds locaux ou nationaux ou des ressources humaines pour garantir l'engagement en faveur de l'O&M des infrastructures. Au Népal, par exemple, «le travail de plaidoyer a permis d'obtenir un certain soutien financier de la part des institutions locales» (évaluation approfondie – ESS). À Madagascar, «les parties prenantes locales, y compris les membres de la communauté et le personnel des gouvernements locaux, ont consacré des ressources au suivi des systèmes et à l'O&M» (évaluation approfondie – Écoles Bleues). Même si les gouvernements locaux ou nationaux reconnaissent l'importance des approches, **ils ne se sont pas encore engagés à les mettre en œuvre.** Il est encore nécessaire de **promouvoir davantage les bonnes pratiques des approches afin s'assurer que les gouvernements locaux et nationaux les adoptent et les financent et soutiennent leur extension.** Au Bénin, par exemple, «Le gouvernement manifeste un vif intérêt et un fort engagement pour la mise en œuvre de WASH FIT dans les 12 départements. Il reste toutefois à voir si les principales parties prenantes intégreront pleinement le cadre dans les plans stratégiques et budgétaires à tous les niveaux» (évaluation approfondie – ESS) et l'évaluation approfondie des ESS conclut: «Si les gouvernements locaux des trois pays soutiennent largement WASH FIT et font preuve d'engagement dans les projets dirigés par Tdh et Helvetas, on constate un manque d'appropriation de l'approche phare. Le maintien des ressources consacrées au plaidoyer est nécessaire dans la Phase IV» (évaluation approfondie – ESS). Par conséquent, **le travail de plaidoyer doit se poursuivre et devrait être renforcé** pour obtenir l'adhésion des parties prenantes à différents niveaux. Plus d'informations sur le sujet: [paragraphe 2.6 – Durabilité: Implication dans la planification et le pilotage de l'approche.](#)

Activités d'innovation

L'évaluation approfondie des Écoles Bleues a permis d'identifier **certaines innovations des Écoles Bleues qui contribuent** à la réalisation des objectifs spécifiques: «Les Écoles Bleues présentent plusieurs aspects innovants, allant des échanges entre écoles et des tests de la qualité de l'eau aux améliorations holistiques et aux méthodes d'enseignement créatives au Cambodge; les innovations sont technologiques et techniques en Éthiopie et à Madagascar» (évaluation approfondie – Écoles Bleues). Les autres évaluations présentent des **exemples isolés d'innovations.** Il est donc difficile de conclure qu'il y a eu un impact dans ce domaine. Au cours de la phase suivante, **il sera important, en tant que consortium, de continuer à partager et à**

documenter les expériences sur les innovations et, dans la mesure du possible, d'appliquer des success-stories innovantes à d'autres projets.

Conclusions

- Les personnes interrogées lors des évaluations perçoivent les changements au niveau des communautés et des gouvernements locaux. Aucun autre élément ne permet de confirmer ou de trianguler ces résultats.
- Les approches ont profité aux femmes et aux jeunes filles et les ont autonomisées. Des projets sont mis en œuvre dans des communautés et des populations difficiles à atteindre et vulnérables. Les données finales concernant les écoles et certains rapports mentionnent que les infrastructures, comme les toilettes, répondent effectivement aux besoins des personnes à mobilité réduite, comme les enfants et les personnes âgées. Toutefois, il n'existe pas d'analyse plus approfondie de la manière dont les deux approches bénéficient globalement à ces populations.
- La reproduction et le transfert des bonnes pratiques au sein des communautés commencent à se manifester. Les enfants semblent jouer un rôle dans l'application des pratiques des Écoles Bleues par leur famille et leur communauté. Les projets comportant une composante communautaire et des initiatives visant à aider les enfants à partager leurs expériences avec leur famille ont été plus fructueux à cet égard. Toutefois, à ce stade, il n'existe aucune preuve tangible de l'impact de ces initiatives et il est nécessaire de soutenir les enfants pour qu'ils deviennent des agents du changement au sein de leur communauté.
- Enfin, l'approbation des bonnes pratiques des approches au niveau des autorités locales et nationales est observée. Le travail de plaidoyer a permis de mobiliser des fonds locaux ou nationaux ou des ressources humaines pour garantir l'engagement en faveur de l'O&M des infrastructures. Même si les gouvernements locaux ou nationaux reconnaissent l'importance des approches, beaucoup ne se sont pas encore engagés à les mettre en œuvre. Le travail de renforcement des systèmes doit se poursuivre pour garantir l'adhésion des parties prenantes à différents niveaux.

Recommandations pour la phase suivante

Pour s'assurer de disposer d'éléments probants sur la manière dont les projets bénéficient aux populations vulnérables, telles que les personnes âgées ou les enfants à mobilité réduite, **leurs voix devraient être incluses dans les évaluations futures.**

Une étude approfondie pourrait être menée à l'avenir pour évaluer l'impact du rôle des enfants dans le transfert des bonnes pratiques dans leur famille. En outre, **tous les projets Écoles Bleues devraient comporter une stratégie visant à soutenir les enfants pour qu'ils deviennent des «agents du changement» au sein de leur communauté** et à travailler avec leur famille et leur communauté pour faire en sorte que les enfants appliquent avec succès ces approches chez eux.

La phase suivante devrait aborder les **limites perçues dans l'intégration des approches par les gouvernements locaux et nationaux, présentées au paragraphe 2.2 – Cohérence: Intégration des approches dans les systèmes nationaux.** Par exemple, pour aborder «l'accès limité aux ressources financières», les projets devraient continuer à travailler dans une optique de renforcement des systèmes afin d'encourager l'analyse des coûts, de soutenir la budgétisation, de promouvoir la réalisation d'études permettant aux gouvernements locaux de dégager des recettes appropriées et de plaider en faveur d'une augmentation des crédits alloués par les autorités nationales et provinciales. En outre, des efforts devraient être engagés pour **fournir une assistance technique pour la gestion, le suivi et la maintenance des systèmes et approches,** ainsi que pour **garantir l'accès aux ressources techniques et technologiques et le renforcement des capacités du personnel au niveau national.** Le **renforcement des systèmes et des capacités devrait être une priorité** au cours de la prochaine phase. Ce processus devrait également impliquer d'autres acteurs du développement afin de renforcer la collaboration et la coordination dans la mise en œuvre des approches au niveau local. Enfin, la **communication avec les communautés devrait avoir pour but de trouver des champions** capables d'aider à promouvoir les approches auprès des autres membres de la communauté et de **veiller à ce que les communautés soient prêtes à revendiquer leurs droits.** Les approches de renforcement des systèmes demandent du temps et des ressources, mais, à moyen terme, elles sont essentielles pour assurer l'extension et garantir un impact à long terme.

Observations et recommandations concernant le processus d'évaluation

- Les **résultats en matière d'impact sont fondés sur les perceptions tirées des entretiens et des groupes témoins,** et la plupart des évaluations **n'ont pas fait état d'effets négatifs à ce stade.** Il sera important **de suivre les changements à l'aide de données qualitatives pendant la mise en œuvre du projet.**
- L'**analyse du renforcement des systèmes est limitée dans la plupart des évaluations standard.** Compte tenu de l'importance de cet exercice, il pourrait être utile d'envisager **une analyse du renforcement des systèmes par le biais d'une étude approfondie.**
- Afin de consolider les **données sur l'impact des efforts de plaidoyer,** des recherches spécifiques ou des **études approfondies** pourraient être menées à l'avenir.
- La plupart des rapports **n'ont pas identifié ou fait état d'innovations.** L'**échange d'expériences** sur la manière dont les membres du SWSC **utilisent les innovations** devrait se poursuivre et **devrait être bien documenté** et mis à disposition pour de futures évaluations.

2.6. Durabilité

Selon les orientations du SWSC pour l'évaluation et sur la base des critères d'évaluation du CAD de l'OCDE, la **durabilité/viabilité** est définie comme suit: *«mesure dans laquelle les avantages nets de l'intervention perdureront ou sont susceptibles de perdurer.»*

La durabilité des résultats ne peut être confirmée à ce stade, mais les évaluations ont permis d'identifier des tendances et des facteurs favorables pouvant contribuer à leur durabilité. La participation des autorités locales

et d'autres parties prenantes à la planification, à la mise en œuvre et au suivi des approches est une condition importante de la durabilité. Toutefois, cette participation devrait aller de pair avec des processus de renforcement des systèmes, dans lesquels les projets jouent un rôle de facilitateur en donnant aux acteurs les moyens de s'approprier les interventions et d'en prendre la direction.

Implication dans la planification et le pilotage de l'approche.

La plupart des projets ont **impliqué différentes parties prenantes dans la planification et le pilotage des approches**. Dans les Écoles Bleues, par exemple, les **élèves, les parents, les enseignants, les comités WASH, les comités d'utilisateurs de l'eau et les fonctionnaires ont été impliqués dans la planification, le suivi, l'assurance qualité et l'O&M des points d'eau**. De même, dans les **ESS, les soignants, le personnel et les managers, les agents de vulgarisation sanitaire, ainsi que les leaders communautaires, les comités de gestion de l'eau, les administrations locales, les services techniques et les chefs de canton ont été impliqués à différents stades** de la mise en œuvre des approches, en particulier à l'évaluation, à la planification, au pilotage et au suivi de l'application de WASH FIT et de l'O&M des points d'eau. Dans certains cas, ils ont également **participé à la promotion des pratiques d'hygiène et d'assainissement au sein des communautés**.

Les **rapports d'évaluation confirment** que cette implication **a un grand potentiel pour assurer la durabilité** des résultats, car elle peut **garantir leur appropriation par les parties prenantes locales**. Au Népal, par exemple, le «*comité de direction de l'école, l'association de parents et d'enseignants, des clubs d'enfants, des enseignants, des élèves, des parents, des autorités locales et des membres de la communauté ont été impliqués dans la planification et le pilotage du projet, ce qui a aidé à renforcer leur appropriation, leur collaboration et leur contribution au succès et à la durabilité de l'intervention. Les autorités scolaires et le gouvernement local se sont appropriés les interventions du projet et s'engagent à poursuivre les interventions initiées par le projet*» (évaluation Népal – Tdh). En Inde, «*le principal avantage de l'approche phare est que les autorités des ESS ont été impliquées dès le début des interventions du projet, qu'elles ont été lentement mais sûrement intégrées au processus d'amélioration de WASH dans les établissements de soins de santé et que leur implication a favorisé l'appropriation des interventions. Les autorités des ESS ont pris en charge les programmes de formation destinés aux prestataires de services de nettoyage en mettant à disposition tout le personnel de nettoyage, en fournissant un soutien logistique (salle de formation, projecteur, [ICN]) et des médecins ont animé les sessions en tant que personnes ressources dans les programmes de formation.*» (évaluation Inde – Tdh).

En outre, **la participation des fonctionnaires à la planification et au pilotage des approches** a amené ceux-ci à **en reconnaître les avantages des approches** et, dans certains cas, à les **étendre**. Au Bénin, par exemple, même si Helvetas n'était pas pleinement impliquée à l'issue de ce processus, «*l'Institut national pour la formation et la recherche en éducation (INFRE) et la Direction de l'Inspection et de l'Innovation Pédagogique (DIIP) ont pris l'initiative de l'approche à adopter. Ils ont validé le document ancrant l'approche Écoles Bleues dans le programme scolaire. Suite à ce document, une feuille de route a été élaborée pour sa mise en œuvre. La rédaction de ce document et de la feuille de route témoigne de la forte implication des autorités scolaires dans la planification et la mise en œuvre du concept des Écoles Bleues. C'est un véritable gage de durabilité institutionnelle*» (évaluation Bénin – Helvetas). De même, au Niger, «*l'implication totale de l'ensemble des responsables de 22 écoles à tous les stades de la mise en œuvre du projet (de la planification au suivi et à l'évaluation des activités) a favorisé l'apprentissage et la reproduction au sein des structures communautaires de base en vue d'améliorer l'appropriation locale des produits et services (travaux, équipements et approches). Ils peuvent être considérés comme des précurseurs de la durabilité*» (évaluation Niger – EPER).

Il s'agit là de quelques exemples de la façon dont l'implication **des différentes parties prenantes à la planification et au pilotage des approches pourrait mener à leur durabilité**. Toutefois, ces récits ne peuvent être généralisés et, dans certains cas, **ils restent au niveau d'exemples anecdotiques ou d'hypothèses**. Il sera important d'assurer le **suivi de ces initiatives pendant la mise en œuvre des projets**, afin de déterminer

Commented [A1]: Bitte prüfen Sie, ob diese Abkürzung übernommen werden kann. Besten Dank.

dans quelle mesure la **participation à la planification et au pilotage des approches conduit à leur adoption** par les communautés et les autorités.

Facteurs favorables et obstacles à la durabilité

Il est trop tôt pour que les évaluations confirment la durabilité des résultats. Toutefois, la plupart des évaluations ont mis en évidence des **facteurs favorables** qui pourraient contribuer à la durabilité des résultats et des **obstacles à la durabilité qui devraient être éliminés** au cours de la phase suivante. Parmi les **facteurs favorables**, on peut citer les suivants pour la plupart des projets:

- Accès à des **services WASH fonctionnels et sûrs et exploitation et maintenance cohérentes**.
- **Implication active de la communauté** et des autres **parties prenantes**.
- **Contributions financières et en nature** par les communautés.
- **Engagement et motivation** de la **direction** des centres de santé **et des enseignants**.
- **Redevabilité et soutien financier** de la part des **gouvernements nationaux, régionaux ou locaux**.
- **Engagement des dirigeants** et des autorités locales dans les initiatives de plaidoyer.
- **Intégration du suivi et de l'évaluation** dans les systèmes nationaux existants

Bien que les services annoncés aient été mis en place, leur maintien à **long terme** reste un défi majeur dans la plupart des projets. Voici quelques-uns des **obstacles à la durabilité** abordés dans les rapports:

- **Manque de compétences techniques locales en matière d'O&M de la part des membres de la communauté** et des fonctionnaires.
- **Rotation récurrente du personnel technique formé** et des fonctionnaires, et absence de mécanismes de transfert.
- **Allocation des fonds disponibles uniquement aux composantes WASH** et pas aux composantes non WASH.

La durabilité des résultats dépend de **la manière dont les projets, en collaboration avec les parties prenantes locales et nationales, tirent parti des facteurs favorables mentionnés et éliminent les obstacles**. Il est donc important que les parties prenantes locales, régionales et nationales **s'approprient** les approches **et en assument la responsabilité** et que les communautés non seulement contribuent à leur mise en œuvre, mais aussi se mobilisent pour garantir un véritable engagement civique en faveur de leur fonctionnement durable.

Résilience et adaptabilité

Les évaluations n'ont pas abordé en profondeur la question de *la résilience et l'adaptabilité des approches phares face à des environnements dynamiques et complexes et aux changements de contexte*. Seule l'évaluation approfondie des Écoles Bleues mentionne que: «*les écoles ont besoin de ressources pour s'adapter à ces conditions, et il est important de se concentrer sur la recherche commune de solutions résilientes face au changement climatique*» (évaluation approfondie – Écoles Bleues). Quelques rapports abordent l'**adaptation des projets aux défis posés par la pandémie de COVID-19** ([voir le paragraphe 2.1 – Pertinence: Adaptation](#)); toutefois, **aucune analyse supplémentaire n'a été effectuée en ce qui concerne la résilience et l'adaptabilité au changement climatique, aux déplacements de population ou aux troubles sociaux**. Cette analyse devrait être réalisée **en même temps que l'analyse du contexte et les projets devraient pouvoir suivre ou mener une étude approfondie** sur la manière dont les **approches peuvent contribuer à la résilience et à l'adaptabilité des communautés** et des **utilisateurs** confrontés aux défis liés au climat et à d'autres facteurs externes. Voir également le [paragraphe 2.1 – Pertinence](#).

Conclusions

La participation des autorités locales et d'autres parties prenantes à la planification, à la mise en œuvre et au suivi des approches constitue une première étape pour garantir la durabilité des approches. Toutefois, cette participation devrait aller de pair avec des processus de renforcement des systèmes. Les gouvernements, à différents niveaux, doivent diriger les processus liés à la mise en œuvre des approches et rendre compte des résultats obtenus. Les détenteurs d'obligation devraient disposer des ressources – humaines et financières –

nécessaires pour assumer leurs responsabilités. Comme le conclut l'évaluation approfondie des Écoles Bleues: «Les gouvernements ont besoin d'informations, de redevabilité et de ressources pour garantir la durabilité des approches» (évaluation approfondie – Écoles Bleues).

Recommandations pour la phase suivante

Le **plaidoyer** jouera un rôle essentiel dans le renforcement des systèmes. La phase suivante devrait être se concentrer sur la **consolidation des efforts de plaidoyer au niveau des communautés, des autorités et des autres parties prenantes**. Il faudrait **encourager** la multiplication de ces efforts **en renforçant les capacités de plaidoyer des acteurs locaux et communautaires**. En outre, une **communication** continue **avec les autorités locales et nationales et la sensibilisation de celles-ci** restent nécessaires pour trouver des solutions durables aux défis existants.

La phase suivante devrait également porter sur les **processus de renforcement des systèmes**, parmi lesquels **l'engagement et la motivation de la direction des centres de santé et des enseignants**; les **engagements financiers** des gouvernements nationaux, régionaux ou locaux; **l'engagement des dirigeants et des autorités locales** dans les initiatives de plaidoyer; la **redevabilité** des structures gouvernementales locales, régionales et nationales et l'intégration des systèmes de suivi et d'évaluation dans les systèmes nationaux existants. Pour ce faire, **des fonds devraient être mobilisés à différents niveaux et en concertation avec les différentes parties prenantes**.

Observations sur le processus d'évaluation

- La question 1 (*Dans quelle mesure les autorités locales et les responsables de la santé ou de l'éducation ont-ils été impliqués dans la planification et le pilotage de l'approche phare?*) du critère de **durabilité** et la question 4 (*La mise en œuvre de l'approche phare a-t-elle entraîné des changements transformationnels dans les systèmes ou normes de santé/éducation? Comment?*) du critère d'**impact** se chevauchent. Il sera important de réviser les orientations du SWSC pour l'évaluation afin d'éviter les doublons dans les rapports.
- Les évaluations n'ont pas abordé les **indicateurs de résilience et d'adaptabilité**. Cette question pourrait être mieux traitée dans le cadre d'exercices de suivi du contexte ou des projets de recherche spécifiques.

3. Résultats de la composante communautaire

Ce chapitre présente la synthèse de huit évaluations standard qui incluaient la composante communautaire de projets mis en œuvre par les membres du SWSC dans les pays suivants: Myanmar, Ouganda, Népal, Inde, Burkina Faso, Éthiopie et Niger (2 projets). Les paragraphes suivants présentent les résultats par critère de la composante communautaire.

3.1. Pertinence

La composante communautaire est pertinente car les projets répondent aux priorités et aux besoins des communautés et les interventions sont conformes à l'ODD 6 et aux politiques, normes et priorités nationales et locales. Les projets ont été mis en œuvre pendant la pandémie de COVID-19 et leurs activités ont été adaptées pour répondre aux besoins des populations touchées.

Contributions à la réalisation des objectifs de développement nationaux ou régionaux

La composante communautaire des projets du SWSC est considérée comme pertinente car **elle est conforme à l'ODD 6 et, dans tous les pays, elle est alignée sur les stratégies nationales**, telles que «la Stratégie nationale pour l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) en milieu rural» au Myanmar (évaluation Myanmar – Tdh), «l'objectif trois du Plan national de développement (PND III)» en Ouganda (évaluation Ouganda – EPER) et «la Politique nationale de l'eau (PNE, 2016-2030) et la Politique sectorielle

Environnement, Eau et Assainissement (2017-2027) au Burkina Faso (évaluation Burkina Faso – Tdh). En Éthiopie, «la composante communautaire est pleinement alignée sur le programme national One WASH, qui promeut le changement de comportement communautaire par l'élimination sûre des fèces grâce à la construction et à l'utilisation de latrines domestiques améliorées, par le lavage des mains avec du savon (ou un substitut) et de l'eau aux moments critiques» (évaluation Éthiopie – EPER).

Pertinence pour les besoins des utilisateurs et des communautés.

Même si les critères d'évaluation n'incluent pas «les besoins des groupes cibles» dans l'appréciation du critère de pertinence, toutes les évaluations indiquent que, selon les utilisateurs et les communautés interrogés, **les projets sont pertinents car ils répondent à leurs besoins**. Au Myanmar, «le programme est jugé pertinent pour répondre aux besoins des bénéficiaires et des communautés vulnérables» (évaluation Myanmar – Tdh). En Inde, «le point d'eau communautaire a réussi à répondre aux besoins de la communauté. Les besoins en eau fonctionnelle et de qualité étaient manifestes et ont été satisfaits par le projet» (évaluation Inde – Tdh). Au Niger, «le projet répond aux besoins et problèmes identifiés dans la mesure où il a permis de résoudre les problèmes communautaires liés à l'utilisation des services de santé, à l'hygiène et à l'assainissement, aux pratiques familiales essentielles, sans oublier l'accès à l'eau potable et à des latrines dans les communautés» (évaluation Niger – EPER); et au Népal, «la conception et les stratégies de mise en œuvre du projet étaient adaptées au contexte local pour les communautés et conformes aux priorités locales» ((évaluation Népal – Tdh).

Adaptation

L'un des **défis** les plus importants auxquels les projets ont été confrontés a été l'épidémie de COVID-19. Trois rapports expliquent **comment les projets ont dû adapter leurs actions pour mieux répondre aux besoins des populations touchées**. Au Myanmar, par exemple, «En raison des restrictions de circulation et de rassemblement dues au COVID-19 et d'une crise politique récente, Tdh ne pouvait plus travailler directement avec les établissements de soins de santé dont elle s'occupe. Par conséquent, Tdh a demandé une réallocation budgétaire et une prolongation de 6 mois de l'intervention WASH dans la communauté afin d'étendre l'accès à des latrines à fosse domestiques améliorées et à des points d'eau potable sûrs pour les communautés vulnérables vivant dans les habitats informels du canton de Hlaing Thayar» (évaluation Myanmar – Tdh). En Ouganda, «la flambée de COVID a commencé au début du projet dans le camp de Bidi Bidi. Ainsi, les campagnes de sensibilisation du projet et la distribution d'installations de lavage des mains, associées à un approvisionnement constant en eau grâce à la construction de points d'eau tels que des bornes-fontaines, de systèmes hybrides d'approvisionnement en eau et de systèmes d'approvisionnement en eau fonctionnant à l'énergie solaire, ont permis à un nombre important de personnes de ne pas contracter la maladie.» (évaluation Ouganda – EPER). Au Niger, «le principal changement auquel le projet a dû faire face a été l'apparition du COVID-19 au cours de la première année du projet. À cet effet, toutes les parties prenantes ont été impliquées dans la sensibilisation» (évaluation Niger – EPER). Les autres évaluations n'abordent pas la question des **adaptations aux changements internes ou externes**.

Conclusions

- La composante communautaire est considérée comme pertinente par les membres de la communauté interrogés et les participants aux groupes témoins. Ces résultats reposent sur des données anecdotiques et devraient être triangulés avec d'autres sources d'information.
- La composante communautaire s'aligne également sur les buts et objectifs de développement internationaux, nationaux et locaux des pays.
- Certains projets se sont adaptés aux changements externes dans le contexte créé par la pandémie de COVID-19. Aucun autre changement interne ou externe n'a été identifié ou documenté.

Recommandations pour la phase suivante

Des **analyses du contexte et de la politique** seraient nécessaires pour s'assurer que les **tendances internes et externes sont prises** en compte dans la **planification opérationnelle des projets**. Le suivi du contexte et du cadre politique dans les pays fournira d'importants éléments sur la « pertinence » pour les futures évaluations externes.

Observations et recommandations concernant le processus d'évaluation:

- Les orientations du SWSC pour l'évaluation concernant les communautés **ne mentionnent pas les « besoins des utilisateurs »** sous la pertinence. Cet aspect devrait figurer dans le guide.
- Aucun des projets n'a répondu à la question: **que pourrait-on faire pour améliorer la pertinence?** Cette question devrait être exclue du guide car elle ne semble pas contribuer à l'analyse de la pertinence des projets.

3.2. Cohérence

Les évaluations ne fournissent pas les éléments probants nécessaires pour confirmer la cohérence des composantes communautaires des projets du SWSC.

Cohérence entre les projets communautaires du SWSC

Les **évaluations des projets fournissent peu d'indications sur la cohérence de la composante communautaire** entre les projets du SWSC. Même si les orientations du SWSC pour l'évaluation concernant les communautés ont été élaborées pour les évaluations externes, toutes les évaluations de projets ne les ont pas utilisées. Il y a donc manifestement moins de coordination entre les membres du SWSC en ce qui concerne la composante communautaire.

Cohérence avec les interventions d'autres acteurs dans le même contexte

Sur les huit rapports d'évaluation, seulement deux abordent cette question; quatre ne répondaient pas au critère de cohérence et deux ne donnaient pas d'exemples de la façon dont le projet coordonne ses activités avec d'autres parties prenantes. Il n'est donc **pas possible de généraliser les résultats dans le présent chapitre**. Les exemples suivants sont tirés des projets pour lesquels on relève une **complémentarité et une coordination avec d'autres initiatives**: au Myanmar, *«le projet était en accord et cohérent avec les efforts et les interventions d'autres acteurs, par exemple les outils utilisés pour sensibiliser au programme WASH, au lavage des mains, à la santé, à la construction de latrines et au forage. Tdh a minimisé la duplication des services avec d'autres ONG et les lacunes de services dans les zones ciblées.»* (évaluation Myanmar – Tdh). En Ouganda, *«formation à la promotion de l'hygiène communautaire et de l'assainissement – visites à en porte à porte – transition des promoteurs en équipes de santé des villages (VHT) en collaboration avec le HCR, l'IRC et le Département WASH:santé. L'équipe du projet a travaillé avec l'assistant chargé de l'eau du district et l'assistant de projet PHAST pour renforcer la capacité des membres du comité d'utilisateurs de l'eau à maintenir les points d'eau au sein de leurs communautés.»* (évaluation Ouganda – EPER).

Conclusions

La plupart des évaluations n'ayant pas abordé le critère de cohérence, il n'est pas possible de tirer des généralisations sur la cohérence de la composante communautaire. Il est difficile d'évaluer si les projets ont adopté des initiatives au niveau local pour assurer la coordination et la collaboration avec d'autres parties prenantes.

Recommandations pour la phase suivante

Pour garantir la cohérence de la composante communautaire, **tous les membres du SWSC** devraient suivre des **directives unifiées pour l'évaluation de la composante communautaire** (fournies dans les orientations

du SWSC pour l'évaluation). Les processus, les méthodes et les résultats attendus dans l'évaluation des interventions communautaires devraient être clarifiés.

En ce qui concerne la composante communautaire, il **est important de cartographier les parties prenantes et les initiatives actives dans la même zone géographique pour élaborer des stratégies d'engagement** avec ces acteurs de façon à consolider les efforts de coordination et de collaboration. La documentation de ces efforts dans des rapports de suivi fournira des éléments utiles pour les futures évaluations externes.

Pour assurer une **plus grande cohérence avec les activités menées aux niveaux local et régional, les projets devraient continuer à promouvoir des actions de projet, non seulement auprès des institutions gouvernementales, mais aussi auprès d'autres organisations de développement et des membres de la communauté.**

Observations et recommandations concernant le processus d'évaluation

- Les orientations du SWSC pour l'évaluation devraient définir et mieux expliquer la définition de la cohérence **interne et externe** afin de garantir que les évaluateurs appliquent cette définition dans leur analyse de la composante communautaire.

3.3. Efficacité

Les évaluations considèrent que les interventions au niveau communautaire sont efficaces puisque les objectifs¹³ ont été atteints dans la plupart des projets. La mobilisation communautaire, les approches participatives et le renforcement des capacités se révèlent être des facteurs de réussite importants qui ont conduit aux résultats.

Réalisations

Fonctionnalité et qualité des points d'eau: cinq des huit projets évalués ont une composante eau. La plupart des évaluations ont utilisé les données quantitatives de référence et finales obtenues auprès des équipes de projet ainsi que les données recueillies par les évaluateurs au moyen d'enquêtes aléatoires, y compris des entretiens et des groupes témoins. Sur la base de ces données, **les cinq projets ont atteint les objectifs en termes de fonctionnalité et de qualité au point d'utilisation selon la définition du SWSC.** En Inde, par exemple, «*Les données quantitatives et qualitatives montrent que les femmes de la communauté ont constaté que leur accès à l'eau s'était beaucoup amélioré après cette intervention. 88,6 % des ménages interrogés ont indiqué que leur accès à l'eau s'était amélioré au cours des deux dernières années*» (évaluation Inde – Tdh). Au Niger, «*La majorité des ménages de la région s'approvisionnent en eau potable à partir d'un certain type de point d'eau (86,67 % à Soucououtane et 93,33 % à Dankassari). En outre, cinq unités de filtration d'eau potable ont été construites*» (évaluation Niger – SWISSAID). Il n'y a qu'en Ouganda que les évaluations ont indiqué que certains systèmes d'approvisionnement en eau ne fonctionnaient pas ou ne fournissaient pas d'eau salubre: «*94,4 % du service d'eau potable du camp de réfugiés a accès à un robinet public; la majorité des points d'eau fonctionnaient, mais pas tous*» (Ouganda – EPER Évaluation).

Assainissement: sept des huit projets comportent une composante d'assainissement communautaire. Dans tous les projets, les évaluations soulignent que **la plupart des communautés ont atteint les objectifs.** Dans certains projets, les communautés ont été **déclarées «exemptes de défécation à l'air libre»:** en Inde, par

¹³ Pour la composante communautaire, les orientations du SWSC pour l'évaluation définissent l'atteinte des objectifs pour l'approvisionnement en eau comme suit: i) fonctionnalité et qualité des points d'eau selon la définition de l'indicateur du SWSC et ii) qualité de l'eau au point d'utilisation selon la définition de l'indicateur du SWSC.

exemple, «cette intervention est efficace pour réduire la pratique de la défécation à l'air libre au sein de la communauté. Le gouvernement a désormais déclaré ces villages exempts de défécation à l'air libre» (évaluation Inde – Tdh) et au Burkina Faso: «à Ganzourgou, sur les cinq villages concernés, quatre ont reçu la certification Fin de défécation à l'air libre (FDAL). La construction de latrines et les campagnes de sensibilisation à l'hygiène et à l'assainissement ont permis aux familles d'adopter de bonnes pratiques en matière de latrinisation et d'abandon de la défécation à l'air libre, d'hygiène et d'eau potable, d'amélioration de l'hygiène de leur environnement de vie et de leur santé, d'intimité et de sécurité des membres des ménages/concessions/villages. Il y a également eu des changements significatifs de la santé des enfants, comme une forte baisse de l'incidence de la diarrhée» (évaluation Burkina Faso – Tdh). Au Niger: «La plupart des ménages de Dankassari se dirigent vers la FDAL (93,3 %)» (évaluation Niger – SWISSAID).

Les autres projets ont également facilité l'accès à des latrines familiales améliorées et durables, ce qui a permis d'atteindre les objectifs fixés. Dans deux cas, les projets ont dépassé leurs objectifs initiaux: au Niger: «le projet a facilité l'accès à des latrines familiales améliorées/durables pour 240 ménages vulnérables (contre un objectif de 200) dans la zone d'intervention du projet» (évaluation Niger – EPER) et en Éthiopie, «le projet visait à atteindre 1105 ménages avec des services d'assainissement améliorés et des pratiques de lavage des mains. En juin 2023, 3538 ménages avaient construit des latrines, avec une installation de lavage des mains, avec des matériaux locaux» (évaluation Éthiopie – EPER). Cependant, il existe des exemples où les latrines ne sont pas utilisées: en Inde, «les latrines EcoSan ne sont pas pleinement acceptées par les communautés, où les femmes et les personnes âgées ont du mal à utiliser les toilettes» (évaluation Inde – Tdh) et en Éthiopie, «certaines des latrines visitées par les évaluateurs s'étaient effondrées» (évaluation Éthiopie – EPER).

Hygiène des mains: six des huit projets évalués comportaient une composante communautaire sur le lavage des mains. Le **Népal est le seul projet exclusivement consacré à la promotion du lavage des mains dans les communautés et il a atteint ses objectifs:** «Le Népal a atteint 100 % de la couverture des ménages avec des postes de lavage des mains et il s'agissait de la première municipalité du pays à être officiellement reconnue comme une municipalité de lavage total des mains» (évaluation Népal – Tdh). Pour tous les autres projets (à l'exception de l'Ouganda), les rapports présentent différentes méthodes pour montrer que les objectifs escomptés ont été atteints. Au Niger, «le lavage des mains au savon est pratiqué par 14 343 personnes utilisant les latrines dans les communautés» (évaluation Niger – EPER); en Éthiopie, «toutes les personnes interrogées connaissaient les moments critiques du lavage des mains et ont déclaré qu'elles se lavaient les mains à ces moments-là» (évaluation Éthiopie – EPER); en Ouganda, les objectifs n'ont pas été atteints: «Le vol des installations de lavage des mains, l'assouplissement des protocoles liés au COVID-19 et le manque d'argent pour acheter du savon ont été cités comme raisons pour lesquelles les résultats escomptés n'ont pas été atteints» (évaluation Ouganda – EPER).

Effets non intentionnels

Les évaluations n'ont relevé aucun effet non intentionnel.

Conclusions

Les évaluations montrent que les résultats sont positifs et que les objectifs ont été atteints dans la plupart des communautés. Les évaluations ont permis d'identifier un ensemble de facteurs qui ont influencé positivement les résultats. Les facteurs suivants ne peuvent être généralisés et sont spécifiques au contexte, mais ils devraient être considérés comme une bonne pratique pour la mise en œuvre des futures initiatives dans les communautés:

- ✓ Mobilisation communautaire
- ✓ Approches participatives
- ✓ Création de comités d'utilisateurs de l'eau
- ✓ Leadership féminin
- ✓ Renforcement des capacités
- ✓ Participation des autorités locales
- ✓ Respect des tarifs de l'eau

- ✓ Fonds pour couvrir les coûts d'exploitation et de maintenance
- ✓ Stratégie et lignes directrices pour le lavage des mains

Recommandations pour la phase suivante

Les activités de la phase suivante devraient se concentrer sur la **mobilisation communautaire, la formation et le renforcement des capacités**, ainsi que sur l'**exploitation et la maintenance des infrastructures WASH** grâce à la mobilisation de ressources financières et au renforcement des capacités au niveau de la gestion et de la technique.

Observations et recommandations concernant le processus d'évaluation

- Les évaluations ont pu rendre compte des réalisations grâce à l'utilisation d'**informations quantitatives et qualitatives**. À l'aide des informations de référence et finales de la plupart des projets, les évaluations ont pu fournir des données probantes sur les résultats.
- Dans l'ensemble des rapports, il n'y a pas d'analyse cohérente **des facteurs qui entravent et facilitent la réalisation des objectifs**.
- Au cours de la phase suivante, il sera important d'inclure dans le système de suivi des **indicateurs qualitatifs permettant de suivre la manière dont les utilisateurs perçoivent et utilisent les services**, de sorte que les évaluations disposent d'informations plus solides fondées sur des données probantes et ne reposent pas uniquement sur des entretiens et des groupes témoins.
- Si les rapports d'évaluation n'ont pas pu traiter ou enregistrer les **effets non intentionnels**, cela ne signifie pas qu'il n'y en a pas. Par conséquent, il serait bon de suivre qualitativement l'existence d'**effets non intentionnels causés par les projets dans les communautés**.

3.4. Efficience

Les résultats des cinq évaluations portant sur l'efficience montrent que tous les projets ont fait des efforts pour être rentables. Aucune évaluation n'a identifié de mauvaise allocation des fonds. Enfin, les projets ont été réalisés et achevés dans les délais.

Analyse coûts-avantages

Les évaluations n'ont pas effectué d'analyse coûts-avantages approfondie des interventions dans les communautés. Les résultats reposent donc principalement sur les **observations et les hypothèses des évaluateurs**. Trois évaluations (Niger – EPER, Inde et Burkina Faso) sur huit n'ont pas abordé le critère de l'efficience. Les autres évaluations ont apprécié l'efficience à l'aide des informations disponibles au moyen d'observations et d'entretiens avec les équipes de projet et les membres de la communauté.

Les résultats montrent que **tous les projets ont fait des efforts pour être rentables**. Par exemple, des projets ont partagé des ressources au moyen de partenariats stratégiques afin de réduire les coûts. En Ouganda, *«le projet a réduit les dépenses consacrées aux indemnités non viables pour les promoteurs de l'hygiène car les indemnités pour les VHT ont été versées par le HCR par l'intermédiaire de ses partenaires d'exécution»* (évaluation Ouganda – EPER). Dans d'autres cas, les **projets se sont appuyés sur la participation et le soutien d'étudiants ou de membres de la collectivité pour réduire les coûts**. En Éthiopie, par exemple, *«aucune intervention n'a été menée par le personnel. Toutes les interventions communautaires ont été mises en œuvre par des étudiants; il n'y a donc pas eu de frais de personnel pour la composante communautaire»* (évaluation Éthiopie – EPER). Enfin, d'**autres projets ont eu recours des options alternatives de mise en œuvre**, par exemple au Niger, *«au lieu de construire de nouveaux forages, il a été décidé d'utiliser les forages existants pour construire de nouveaux systèmes de mini adduction d'eau potable (MAEP). Cette option a permis d'économiser des fonds pour construire plus de bornes-fontaines»* (évaluation Niger – SWISSAID). Au Népal, l'évaluation a calculé le coût par bénéficiaire et a confirmé que: *«la mise en œuvre de la campagne de changement de comportement en matière de lavage des mains a été raisonnablement efficace et peu coûteuse. Le coût calculé par bénéficiaire s'élevait à 0,69 NPR (0,00045 CHF) par personne»* (évaluation Népal – Tdh).

Aucune évaluation n'a identifié de mauvaise allocation des fonds. Enfin, les **projets communautaires ont été réalisés et achevés dans les délais**.

Conclusions

Il est difficile d'évaluer l'efficience des interventions communautaires à l'aide des informations existantes. On observe toutefois que **les projets ont fait des efforts pour être rentables, éviter les dépassements et respecter les délais**.

Recommandations pour la phase suivante

Pour pouvoir comparer correctement l'efficacité des projets, il sera nécessaire de procéder à une évaluation financière approfondie de chaque projet.

Observations et recommandations concernant le processus d'évaluation

- La plupart des projets se sont efforcés **d'évaluer l'efficacité de la mise en œuvre**. Les informations obtenues sont le résultat d'observations et d'hypothèses, et **il est nécessaire de recueillir des informations financières plus solides au cours de la mise en œuvre du projet**. L'utilisation d'indicateurs tels que: «**économies de coûts**», «**transfert de coûts**» ou «**coûts par bénéficiaire**» **constituent un bon point de départ pour analyser l'efficacité des projets**. Toutefois, il est nécessaire d'adopter une **méthode plus systématique pour mesurer l'efficacité sur l'ensemble des projets communautaires du SWSC en appliquant les mêmes indicateurs**. Les indicateurs ne doivent pas être utilisés isolément, mais dans un cadre d'analyse qui **démontre le rapport coûts-avantages**.

3.5. Impact

Il est encore trop tôt pour disposer de données probantes sur l'impact des projets communautaires à long terme, mais les évaluations ont mis en évidence d'importants effets liés à l'accès amélioré aux services WASH qui peuvent avoir un impact à long terme. Ce sont les femmes et les filles qui ont le plus bénéficié des interventions communautaires. L'utilisation de données quantitatives et qualitatives constitue une bonne base pour la collecte de données probantes; toutefois, pour garantir la validation des résultats, il est recommandé de réaliser des études d'impact.

Changements importants perçus par les communautés.

Sur les huit évaluations, deux (Éthiopie – EPER et Népal – Tdh) n'abordaient pas le critère d'impact. Dans la plupart des cas, les résultats reposaient sur des données quantitatives recueillies lors **d'enquêtes de base et d'enquêtes finales et ont été validés par des entretiens et des groupes témoins**. Il est encore trop tôt pour apprécier l'impact à long terme des interventions communautaires; toutefois, **les évaluations ont mis en évidence les changements suivants** résultant des contributions des projets:

Amélioration de la qualité de vie grâce à l'accès amélioré aux services WASH dans les communautés: au Niger, par exemple, les changements perçus sont «*l'amélioration de la qualité de vie des usagers en améliorant les trois services essentiels de base que sont l'accès à l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène*» (évaluation Niger – EPER). Au Myanmar, «*l'intervention a eu un impact significatif sur l'amélioration de l'accès à une source d'eau potable améliorée. 88,6 % des ménages ont indiqué que leur accès à l'eau s'était amélioré au cours des deux dernières années, c'est-à-dire après la mise en œuvre du projet. Parmi ces ménages, une réduction du temps de déplacement pour aller chercher l'eau a été mentionnée dans 64,7 % des cas*» (évaluation Myanmar – Tdh) et au Burkina Faso, «*l'analyse de l'efficacité a montré une forte diminution de la prévalence de la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans*» (évaluation Burkina Faso – Tdh).

Réduction des pratiques de défécation à l'air libre grâce à l'assainissement amélioré: Comme indiqué au paragraphe consacré à l'efficacité, en Inde et au Burkina Faso, les villages participant au projet ont reçu la «**certification Exempt de défécation à l'air libre**» (voir [paragraphe 3.3 – Efficacité: * Réalisation des objectifs](#)). De même, en Ouganda, l'évaluation conclut que «*les campagnes de sensibilisation de la communauté à l'importance d'avoir des latrines à la maison ont permis de réduire considérablement les cas de défécations à l'air libre associées à des maladies endémiques telles que le choléra, les parasitoses intestinales, Ebola et la diarrhée*» (évaluation Ouganda – EPER).

Bénéfices perçus par les populations défavorisées.

Des projets communautaires **sont mis en œuvre dans des communautés vulnérables, difficiles à atteindre**. Les interventions communautaires **ont principalement profité aux femmes et aux enfants en répondant à leurs besoins et en les autonomisant**. Au Niger, «*la corvée d'eau est principalement assurée par les femmes et les enfants dans les zones rurales. L'accès à l'eau potable a permis de réduire cette corvée, donnant aux*

femmes plus de temps pour se consacrer à d'autres activités et permettant aux enfants d'aller plus souvent à l'école» (évaluation Niger – SWISSAID) et au Myanmar, «globalement, le programme a eu un impact positif sur les bénéficiaires ciblés, notamment les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans, ainsi que les communautés vulnérables, en termes de quantité et de qualité des installations WASH» (évaluation Myanmar – Tdh). De même, en Ouganda, «le projet a accru la participation des femmes à la prise de décisions ainsi que leur leadership dans les services WASH» (évaluation Ouganda – EPER). En outre, en Ouganda, le projet a bénéficié aux communautés de réfugiés: «Le projet a également contribué à améliorer l'accès à l'eau salubre tant pour les réfugiés que pour les communautés d'accueil» (évaluation Ouganda – EPER) et au Burkina Faso, les personnes âgées et les personnes handicapées ont bénéficié du projet: «Les données montrent que dans 67,2 % des ménages, les latrines sont adaptées pour les personnes âgées ou handicapées. Cela montre que l'inclusion est prise en compte dans les ménages» (évaluation Burkina Faso – Tdh).

Les rapports ne mentionnaient aucun autre groupe défavorisé ayant perçu les bénéfices des projets.

Effets non intentionnels

Aucune des évaluations n'a relevé d'effets non intentionnels.

Conclusions et recommandations pour la phase suivante

- Des changements sont perçus au niveau des communautés. Les évaluations utilisent des données quantitatives et qualitatives pour montrer les changements.
- Les projets ont bénéficié aux femmes et aux jeunes filles et les ont autonomisées. Dans quelques cas, le projet s'est adressé à d'autres groupes vulnérables tels que les réfugiés, les personnes âgées et les handicapés.
- L'impact des composantes communautaires se concentre principalement sur les utilisateurs et moins sur les décideurs et les autorités gouvernementales. Les informations sont donc lacunaires, car elles ne permettent pas d'apprécier les changements perçus par les autorités locales.

Recommandations pour la phase suivante

Au cours de la phase suivante, les projets devraient viser à **suivre systématiquement les changements au niveau communautaire, afin de documenter les effets non intentionnels (positifs ou négatifs)**.

Si le **SWSC souhaite évaluer l'impact à long terme et la durabilité** (voir [paragraphe 3.6 – Durabilité](#)) de la composante communautaire, des **études d'impact devraient être menées à l'avenir**.

Observations et recommandations concernant le processus d'évaluation

- L'utilisation d'**informations de référence et finales pour mesurer et quantifier les changements s'est révélée très utile** pour observer et analyser les tendances concernant les changements dans les communautés.
- Les **critères d'évaluation de la composante communautaire n'incluent pas les changements perçus par les utilisateurs**, les gouvernements et les autres parties prenantes, et **l'impact du travail de plaidoyer n'a pas été pris en compte dans ces critères**. Il serait important d'envisager d'inclure ces deux questions dans les critères d'évaluation pour garantir une analyse holistique de l'impact des interventions communautaires.

3.6. Durabilité

La durabilité des résultats de la composante communautaire ne peut être confirmée à ce stade; mais les évaluations ont permis d'identifier les bonnes pratiques pouvant contribuer à leur durabilité. La participation des

autorités locales et d'autres parties prenantes à la planification, à la mise en œuvre et au suivi des approches est une condition importante de la durabilité, mais elle doit aller de pair avec des processus de renforcement des systèmes.

Implication dans la planification et le pilotage des projets.

Comme tous les projets ont abordé le critère de durabilité, on peut conclure **que la plupart d'entre eux ont impliqué différentes parties prenantes dans la planification et le pilotage des projets**. D'une part, les projets ont assuré la **participation des autorités locales**. Par exemple, au Myanmar: «*Tdh a engagé des collaborations et des dialogues stratégiques avec les autorités locales et les comités WASH communautaires pour fournir des services WASH coordonnés à la communauté*» (évaluation Myanmar – Tdh). En Inde, «*les autorités locales ont été étroitement associées à l'intervention réalisée dans le cadre du projet*» (évaluation Inde – Tdh). D'autre part, les **projets ont encouragé la participation d'organisations communautaires**: au Myanmar: «*Tdh a continué à travailler en étroite collaboration avec les membres du comité WASH pour l'exploitation et la maintenance des installations WASH afin de plaider en faveur de la planification et l'orientation à long terme du système d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Cela permettra de s'assurer que les systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement et les autres modalités associées sont propices au soutien de toute stratégie future potentielle*» (évaluation Myanmar – Tdh). Au Niger, «le projet étant multipartite, une collaboration étroite a été établie entre les différentes parties prenantes et un cadre de consultation a été mis en place pour servir de forum de discussion et d'orientation, notamment pour les différentes étapes du projet» (évaluation Niger – SWISSAID). Enfin, en Ouganda, «*l'engagement avec les structures communautaires et régionales dès le début du projet a joué un rôle fondamental dans l'acceptation et l'appropriation du projet par les communautés cibles. Cela a permis d'entretenir avec succès les infrastructures du projet, telles que les installations d'assainissement et d'approvisionnement en eau, au-delà de la durée du projet, puisque les communautés d'utilisateurs de l'eau collectent suffisamment de fonds pour réparer et entretenir les installations au cas où elles seraient défectueuses.*» (évaluation Ouganda – EPER). Il y a une **hypothèse implicite selon laquelle l'implication des parties prenantes locales est une condition de la durabilité**. Toutefois, les évaluations n'examinent pas **la faiblesse et la fragilité des institutions et organisations locales, ni les défis auxquels elles sont confrontées, qui peuvent constituer un risque pour la durabilité des projets**. Ainsi, même si les résultats semblent prometteurs, la phase suivante devrait être axée sur la **poursuite du renforcement des institutions et organisations locales** afin de garantir le maintien des résultats obtenus à long terme.

Facteurs permettant d'assurer la durabilité.

Il est trop tôt pour que les évaluations puissent apprécier la durabilité des réalisations et des avantages. Toutefois, la plupart des évaluations ont **mis en évidence des facteurs favorables ou de bonnes pratiques** susceptibles de contribuer à la durabilité des interventions de projet. On peut citer les facteurs suivants pour la plupart des projets:

- **Application d'approches participatives communautaires** (Niger – SW); renforcement des capacités locales pour garantir des initiatives de développement dirigées par les communautés (Myanmar) et renforcement des capacités des membres de la communauté en matière d'O&M des points d'eau (Niger – EPER, Ouganda, Burkina Faso et Niger – SW).
- **Formation et renforcement de structures communautaires locales** telles que les comités d'utilisateurs de l'eau (Ouganda et Éthiopie).
- **Promotion d'activités visant à modifier les comportements** (Myanmar et Niger – EPER); sensibilisation, partage d'informations et conseil (Burkina Faso).
- **Mise en place de redevances d'utilisation de l'eau** pour assurer la viabilité économique (Ouganda, Népal) et de fonds d'O&M (Inde).

Conclusions

- L'**appropriation par les autorités locales et les membres de la communauté** de la planification, de la mise en œuvre et du suivi des initiatives communautaires est une condition importante de la durabilité.
- La **mobilisation communautaire et le renforcement des capacités** sont des conditions importantes pour assurer l'appropriation des initiatives par les membres de la collectivité, pour la mise en place de fonds d'O&M et pour un changement durable des comportements.

Recommandations pour la phase suivante

Les institutions locales et les organisations communautaires doivent être renforcées pour s'assurer qu'elles s'approprient les interventions communautaires. Ces processus prennent du temps; la phase suivante devrait donc se concentrer sur la poursuite de l'**application des processus de renforcement des systèmes** aux composantes communautaires.

La **sensibilisation et la promotion jouent un rôle important dans la durabilité des interventions.** La phase suivante devrait être axée sur la **consolidation de la promotion du besoin de fonds d'O&M** et des avantages des changements de comportement dans les communautés, en collaboration avec les autorités et les autres parties prenantes. La **sensibilisation des autorités locales et nationales** reste nécessaire pour trouver des solutions durables aux défis existants.

Enfin, la phase suivante **devrait également porter sur le renforcement des capacités techniques et** de suivi des parties prenantes locales afin de garantir la durabilité des systèmes.

Observations sur le processus d'évaluation

- Même si la question concernant «l'implication des parties prenantes dans la planification et le pilotage des projets» est une condition importante de la durabilité, elle pourrait ne pas servir l'objectif visé si elle n'est pas abordée dans une perspective de renforcement des systèmes. Cela signifie que **d'autres facteurs institutionnels et organisationnels peuvent influencer sur la durabilité des projets, même si les parties prenantes participent à la planification et au pilotage des projets.** Par conséquent, **l'indicateur de ces critères devrait être révisé** afin que les futures évaluations abordent le critère de durabilité d'un point de vue systémique.

4. Conclusions et recommandations pour la programmation

Les approches Écoles Bleues et WASH FIT sont considérées comme **pertinentes** parce qu'elles **répondent aux priorités et aux besoins des communautés et des responsables des écoles et des ESS.** Les approches sont également **alignées sur les politiques, les normes et les priorités internationales, nationales et locales.** De même, la **composante communautaire** est considérée comme pertinente car les **projets répondent aux priorités et aux besoins des communautés et que les interventions sont également conformes à l'ODD 6 et aux politiques, normes et priorités nationales et locales.** Des **analyses du contexte et de la politique** sont importantes pour **apprécier la pertinence des approches.** Elles **devraient être réalisées au début de la phase suivante et, si possible, actualisées chaque année** afin de veiller à ce que les **tendances externes soient prises en compte dans la planification opérationnelle des projets.** Ces analyses devraient également inclure des **éléments** et des **politiques non WASH.** En outre, **les lacunes des politiques** devraient continuer à être abordées à l'avenir. Le **suivi du contexte et du cadre politique** dans les pays fournira d'importants éléments de preuve sur la «pertinence» pour les futures évaluations externes. Les équipes de projet devraient également **documenter les mesures prises pour s'adapter aux changements internes (stratégiques, opérationnels, techniques et technologiques)** pendant la durée du projet. Des **orientations claires** devraient être fournies sur la façon d'identifier, d'observer et de documenter les **changements internes.**

Il y a une **cohérence** dans la mise en œuvre des approches **par les membres du SWSC**. Les efforts engagés par le SWSC **pour coordonner et consolider les méthodes, les approches et les outils** contribuent à ce résultat. Dans le cas de la **composante communautaire**, il semble y avoir **moins de cohérence entre les projets du SWSC**. Pour garantir la cohérence de la composante communautaire, **tous les membres du SWSC** devraient suivre des **directives unifiées pour l'évaluation de la composante communautaire** (fournies dans les orientations du SWSC pour l'évaluation). Les **processus, les méthodes et les résultats attendus dans l'évaluation des interventions communautaires** devraient être clarifiés.

Dans certains cas, les évaluations montrent la cohérence interne **des approches phares et de la composante communautaire** au sein des organisations. Toutefois, beaucoup d'évaluations n'ont **pas abordé la cohérence interne**. Pour garantir la **cohérence interne**, les membres du SWSC devraient aborder l'importance d'**intégrer les approches au sein des organisations, par exemple dans d'autres projets, pays ou régions où elles sont actives**.

Dans la mise en œuvre des approches Écoles Bleues et WASH FIT, la **cohérence avec les efforts d'autres acteurs du développement travaillant dans le même contexte géographique ou avec les mêmes approches varie** d'un projet à l'autre. D'importants exemples **montrent la collaboration et la coordination avec d'autres initiatives**. Pour assurer une plus grande cohérence avec les activités menées aux niveaux local et régional, les **projets devraient poursuivre leurs efforts pour consolider les partenariats locaux, non seulement auprès des institutions gouvernementales, mais aussi auprès d'autres organisations et acteurs du développement**. La **promotion des approches, le renforcement des capacités et le soutien technique** jouent un rôle important pour garantir **leur engagement en faveur de l'adoption et de l'application des approches**. Ces efforts devraient être poursuivis pendant la phase suivante.

En ce qui **concerne la composante communautaire**, certains exemples montrent une **complémentarité et une coordination avec d'autres initiatives**, mais **ils sont limités**, de sorte qu'il n'est pas possible de faire des généralisations car il est difficile d'évaluer si les projets ont adopté des initiatives au niveau local pour assurer la coordination et la collaboration avec d'autres parties prenantes. Dans un cas comme dans l'autre, il est important de **cartographier toutes les parties prenantes concernées** et les **initiatives locales et nationales existantes** pour élaborer des stratégies d'engagement et de plaidoyer avec ces acteurs afin de consolider les efforts de coordination et de collaboration. La **documentation de ces efforts dans les rapports de suivi** fournira des éléments utiles pour les futures évaluations externes.

Dans la plupart des projets, les acteurs des gouvernements nationaux, régionaux et locaux semblent être intéressés par **l'application de ces approches dans leurs programmes**. Toutefois, **il y a un écart entre « manifester de l'intérêt » et « être capable d'adopter les approches »**. Certaines limites importantes en termes de **ressources financières, d'expertise technique et de logistique demeurent manifestes**. La phase suivante devrait continuer à se concentrer sur la **transformation de la conception du projet de « sensibilité aux systèmes » en « renforcement des systèmes »**, c'est-à-dire **remédier aux limites exprimées par les acteurs gouvernementaux** et poursuivre les **efforts de plaidoyer visant à renforcer leur engagement en faveur de l'adoption et l'application des approches**.

Les résultats sont positifs et les objectifs fixés pour les approches Écoles Bleues et WASH FIT ont été atteints pour les services WASH et dans la plupart des services non WASH (à l'exception de la gestion des déchets solides) par la plupart des projets, démontrant leur **efficacité**. La plupart des évaluations affirment qu'il est essentiel d'assurer l'accès **à une eau potable salubre et fonctionnelle** pour **garantir la réalisation des objectifs** dans les autres services. En outre, les efforts visant à assurer **l'exploitation et la maintenance (O&M) des infrastructures WASH** sont considérés comme un facteur de réussite. Les évaluations confirment également que les **pratiques d'assainissement et de lavage des mains** ont été **promues et adoptées** dans la plupart des Écoles Bleues et des ESS visités, observant des niveaux importants de changements de comportement. Les campagnes lancées, **notamment en réponse à la pandémie de COVID-19**, ont contribué à ces résultats. Les autres facteurs de réussite identifiés sont: a) des infrastructures WASH fonctionnelles et de

qualité; b) l'implication des parties prenantes à tous les stades du cycle du projet; c) le renforcement des capacités et des compétences; et d) un plaidoyer efficace. Les évaluations révèlent encore certains **défis** en matière de **gestion de l'hygiène menstruelle**. La phase suivante **devrait continuer à promouvoir les pratiques d'hygiène menstruelle** non seulement dans les écoles, mais aussi au sein des communautés. La composante non WASH la plus faible des Écoles Bleues et des ESS est la **gestion des déchets solides**. Il est nécessaire de renforcer le dialogue et la collaboration avec les autorités locales **pour promouvoir la collecte et le traitement des déchets**. L'application de techniques de gestion des déchets solides durable nécessite un **suivi continu et des capacités et compétences techniques et de gestion**. De même, les **processus d'amélioration des pratiques d'économie circulaire nécessitent un dialogue et une planification avec les parties prenantes locales**. Sans une **approche consolidée et stratégique de la gestion des déchets**, les réalisations resteront limitées et ne seront pas durables. Si possible, il conviendrait de **mener une étude spécifique sur les moyens d'améliorer la gestion des déchets au niveau local**.

Les évaluations considèrent également que les **interventions au niveau communautaire** sont **réussies et efficaces** puisque **les objectifs ont été atteints dans la plupart des projets**. La **mobilisation communautaire, les approches participatives** et le **renforcement des capacités** se révèlent être des facteurs de réussite importants qui ont conduit à ces résultats.

La plupart des évaluations n'ont relevé aucun **effet non intentionnel**. Seules quelques évaluations des écoles ont évoqué les points suivants: **l'empiètement de la communauté** sur les latrines scolaires a été signalé en Ouganda; **le service de jardinage scolaire a été perçu comme gourmand en eau dans l'évaluation Niger – EPER** et **les autorités scolaires semblent avoir des difficultés à maintenir cette activité**. Ces effets non intentionnels ne peuvent être généralisés et constituent des infortunes anecdotiques isolées. De même, les **évaluations communautaires n'ont relevé aucun effet non intentionnel**. Ainsi, au cours de la phase suivante, les projets **devraient viser à suivre et documenter systématiquement** les effets non intentionnels (positifs ou négatifs) dans les écoles et les ESS.

Enfin, pour garantir l'efficacité des futurs projets, la phase suivante devrait continuer à **promouvoir les approches et à renforcer les initiatives de mobilisation communautaire**. Dans le cadre des approches de **renforcement des systèmes**, les **stratégies de renforcement des capacités** des institutions aux niveaux national et local et le soutien aux **mécanismes gouvernementaux de suivi et d'évaluation** doivent être poursuivis. En outre, des méthodes restent nécessaires pour garantir que les acteurs gouvernementaux non seulement **assument leurs responsabilités**, mais aussi **disposent des compétences et des connaissances requises pour mettre en place, superviser et garantir l'exploitation et la maintenance des infrastructures**. Le **partenariat avec d'autres acteurs du développement est nécessaire pour s'aligner sur les efforts de renforcement des systèmes en cours**.

Afin d'évaluer l'**efficacité** des projets, les **évaluations ont analysé si les résultats avaient été atteints comme prévu en termes de temps et de budget**. On peut affirmer que les **projets ont atteint (ou dépassé) les résultats en temps voulu et sans mauvaise allocation des fonds**, malgré d'**importantes difficultés** de mise en œuvre telles que la pandémie de COVID-19 et l'insécurité dans certaines localités. Il est toutefois difficile de tirer des conclusions sur l'**efficacité des interventions communautaires** à l'aide des informations existantes. Les **évaluations n'ont pas effectué d'analyse coûts-avantages approfondie des interventions** dans les communautés. Les résultats reposent donc principalement sur les **observations et les hypothèses** des évaluateurs. Toutefois, on **peut affirmer que les projets ont fait des efforts pour éviter une mauvaise allocation des fonds et obtenir des résultats dans les délais**. Les projets dépendent de l'**engagement et de l'efficacité** des parties prenantes locales et nationales, et la faiblesse des institutions partenaires peut réduire l'efficacité des projets. Les projets **devraient tenir compte de ces faiblesses lors de l'établissement du calendrier et du budget de mise en œuvre afin d'éviter des retards ou des coûts supplémentaires dans les opérations**. Des **processus de renforcement des systèmes** devraient également viser à **renforcer l'efficacité des institutions locales, chaque fois que cela est possible**.

Même si d'importants efforts ont été déployés pour utiliser les informations relatives aux coûts, les évaluations n'ont pas pu utiliser ces informations pour apprécier l'efficacité des projets et déterminer **le rapport coûts/avantages des approches**. Néanmoins, les **informations sur les coûts ont permis aux évaluations de dégager des tendances importantes** en matière de **budgetisation et de financement** qui pourraient contribuer à une **analyse de l'efficacité**. Bien que ces informations soient très utiles pour garantir les contributions locales et nationales, elles ne démontrent pas l'efficacité des approches.

Au cours de la phase suivante, il sera important que les équipes de projet **veillent à l'application de méthodes et de processus permettant la collecte fiable de toutes les informations financières dès le début**, de sorte que ces informations soient utilisées **pour apprécier et évaluer l'efficacité des projets**. Pour pouvoir comparer correctement l'efficacité des projets, il pourrait être utile de mener **une évaluation financière approfondie afin de déterminer comment les ressources sont utilisées pour obtenir des résultats**. En outre, il est important que l'évaluation de l'efficacité tienne compte de **la relation entre les données entrées et les résultats**, ainsi que de **l'allocation appropriée des ressources financières, du temps et des ressources humaines**.

Il est encore trop tôt pour disposer de données probantes sur **l'impact des résultats à long terme**, mais les évaluations ont mis en évidence des **tendances anecdotiques importantes susceptibles d'entraîner des changements à long terme**, telles que: **augmentation du taux de scolarisation des filles; amélioration des relations des écoles et des ESS avec les communautés et les gouvernements locaux; amélioration de l'environnement des écoles et des ESS; et motivation et amélioration de la gestion des ESS et des écoles**. En outre, les approches ont généralement **profité aux femmes et aux jeunes filles et les ont autonomisées**. Les bénéfices des approches pour d'autres populations vulnérables n'ont pas été étudiés de façon approfondie par les évaluations. Les personnes interrogées lors des évaluations perçoivent les changements au niveau des gouvernements locaux. Aucun autre élément ne permet de confirmer ou de trianguler ces résultats. Par conséquent, pour évaluer l'impact des approches, les résultats présentés devraient **être triangulés avec des informations quantitatives ou des études d'impact approfondies**. En outre, pour s'assurer de disposer d'éléments probants sur **la manière dont les projets bénéficient aux populations vulnérables**, telles que les femmes, les personnes âgées ou les enfants à mobilité réduite, leur voix devrait être incluse dans les évaluations futures.

De même, **dans le cas des projets communautaires**, les évaluations ont mis en évidence d'importants **effets liés à l'accès amélioré aux services WASH** qui peuvent avoir un impact à long terme, par exemple: **amélioration de la qualité de vie des femmes et des filles grâce à l'accès amélioré aux services WASH dans les communautés; et réduction de la défécation à l'air libre grâce à l'assainissement amélioré**. L'utilisation de **données quantitatives et qualitatives** dans les évaluations communautaires constitue une **bonne base pour ces résultats**, mais ceux-ci doivent encore être **validés**. La mise en œuvre de **futures études d'impact** pourrait servir cet objectif.

La reproduction **des activités et le transfert des bonnes pratiques au sein des communautés commencent à se manifester**. Les **enfants semblent jouer un rôle dans l'application des initiatives Écoles Bleues par leur famille et leur communauté**. Les projets comportant une composante communautaire et des initiatives visant à aider les enfants à partager leurs expériences avec leur famille ont été une réussite à cet égard. Toutefois, à ce stade, il n'existe **aucune preuve tangible de l'impact de ces initiatives** et il reste nécessaire de **soutenir les enfants pour qu'ils deviennent des agents du changement au sein de leur communauté**.

On observe une extension des approches par les autorités locales et nationales, mais **les gouvernements, à tous les niveaux, se heurtent encore à des difficultés financières et techniques pour les adopter et les étendre pleinement**. Il faudrait poursuivre les efforts afin de **fournir une assistance technique pour la gestion, le suivi et la maintenance des systèmes et approches**, ainsi que pour **garantir l'accès aux ressources techniques et technologiques et le renforcement des capacités du personnel au niveau national**.

Des **changements importants sont observés dans les systèmes de santé et d'éducation grâce aux approches**. Même si **ces changements ne peuvent être imputés exclusivement aux projets**, les **initiatives de plaidoyer et la coopération avec les autorités nationales et d'autres parties prenantes clés y ont contribué**. Le changement le plus transformationnel identifié par les évaluations est **l'intégration d'éléments de l'approche Écoles Bleues dans le programme scolaire**. En outre, des **principes importants des approches Écoles Bleues et WASH FIT sont désormais ancrés dans des documents nationaux**. Même si ces résultats sont prometteurs, **il existe encore un écart entre les changements de la législation et la mise en œuvre appropriée des approches dans la pratique**. Par conséquent, l'intégration des approches dans les systèmes de santé ou d'éducation ne suffit pas à garantir l'impact et la durabilité escomptés. La phase suivante devrait veiller à combler ces lacunes.

La **durabilité** des résultats **ne peut être confirmée à ce stade**; mais les **évaluations ont permis d'identifier des tendances et des facteurs favorables pouvant contribuer à leur durabilité**, tels que: accès à des **services WASH fonctionnels et sûrs; exploitation et maintenance cohérentes des infrastructures** grâce à l'implication active de la communauté et des autres parties prenantes; **contributions en nature et financières les communautés; engagement, motivation et redevabilité des gouvernements locaux, régionaux et nationaux**; et **intégration des systèmes de suivi et d'évaluation dans les processus nationaux existants**. La participation des autorités locales et d'autres parties prenantes à la **planification, à la mise en œuvre et au suivi** des approches est une **condition importante de la durabilité**. Toutefois, cette participation devrait aller de pair avec des **processus de renforcement des systèmes, dans lesquels les projets jouent un rôle de facilitateur en donnant aux acteurs les moyens de s'approprier les interventions et d'en prendre la direction**. Les gouvernements aux différents niveaux **doivent prendre leur part de responsabilité dans les résultats et les processus liés à la mise en œuvre des approches**. Les détenteurs d'obligation devraient disposer **des ressources – humaines et financières – nécessaires pour assumer leurs responsabilités**.

En ce qui concerne la composante communautaire, les facteurs favorables à la durabilité identifiés par les évaluations sont: a) l'application d'**approches participatives communautaires**; b) la **formation et le renforcement des structures communautaires locales**; c) la **promotion d'activités visant à modifier les comportements**; d) la **mise en place de redevances d'utilisation de l'eau ou de fonds d'exploitation et de maintenance** pour assurer la viabilité économique. Les **institutions locales et les organisations communautaires** doivent être **renforcées pour s'assurer qu'elles s'approprient les interventions communautaires**. La phase suivante devrait également porter sur le **renforcement des capacités techniques et de suivi des parties prenantes locales** afin de garantir la durabilité des systèmes.

Des partenariats solides avec les gouvernements nationaux, régionaux et locaux ainsi qu'avec d'autres acteurs du développement concernés sont une condition préalable au renforcement des systèmes et à l'obtention d'un impact. Les projets devraient continuer à travailler dans une **optique de renforcement des systèmes** afin d'encourager **l'analyse des coûts, de soutenir la budgétisation, de promouvoir la réalisation d'études permettant aux gouvernements locaux de dégager des recettes appropriées et de plaider en faveur d'une augmentation des crédits alloués par les autorités nationales et provinciales**. Enfin, la **communication avec les communautés devrait avoir pour but de trouver des champions capables d'aider à promouvoir les approches** auprès des autres membres de la communauté et de **veiller à ce que les communautés soient prêtes à revendiquer leurs droits**. Les approches de renforcement des systèmes demandent du temps et des ressources, mais, à moyen terme, elles sont essentielles **pour assurer l'extension et garantir un impact à long terme**.

5. Observations générales sur le processus d'évaluation

Les **évaluations approfondies et les évaluations standard sont de qualité variable**. Une faiblesse relevée dans plusieurs évaluations standard portant sur **deux approches et/ou incluant la composante communautaire est le niveau d'analyse**. Soit l'analyse est limitée, soit tous les critères d'évaluation n'ont pas

été abordés de façon uniforme dans ces rapports. De plus, dans l'ensemble des rapports d'évaluation standard, il n'y a pas d'analyse cohérente de certaines questions importantes, telles que les **facteurs qui entravent et facilitent la réalisation des objectifs**, les **innovations**, le **renforcement des systèmes et la résilience et l'adaptabilité aux facteurs internes et externes**. Pour l'avenir, il sera important que les évaluations standard traitent et reflètent toutes les questions des orientations du SWSC pour l'évaluation afin de garantir la qualité des informations. Malgré ces limites, les évaluations standard **confirment la plupart des résultats obtenus** par les évaluations approfondies et **toutes les évaluations aboutissent à d'importantes conclusions généralisables**. D'un autre côté, les **rapports approfondis ont recouru à des méthodes plus rigoureuses** de collecte et d'analyse de données qualitatives, ce qui a permis la triangulation. Les évaluations approfondies portent sur des thèmes de recherche spécifiques et fournissent **une analyse plus globale** que de nombreux rapports standard.

L'analyse du **renforcement des systèmes** est limitée dans la plupart des évaluations standard. Compte tenu de l'importance de cet exercice, il pourrait être utile d'envisager à l'avenir une analyse du renforcement des systèmes par le biais d'une étude approfondie. Dans le rapport approfondi sur les Écoles Bleues, l'analyse a été complétée à l'aide de la **«Matrice d'environnement propice»** (MEP). Cet outil s'est révélé utile pour identifier les points faibles et les points forts importants des projets et pour mieux répondre aux questions relatives au **«renforcement des systèmes»**. Toutefois, une telle analyse serait **difficile à appliquer dans les évaluations standard**, car il faut bien comprendre l'outil pour pouvoir l'appliquer et son application peut demander beaucoup de temps et d'argent. Bien que l'évaluation approfondie des ESS n'ait pas utilisé cet outil, elle a également permis de tirer des conclusions et des recommandations sur le renforcement des systèmes. **Pour une meilleure comparaison des rapports d'évaluation**, dans le meilleur des cas, **toutes les évaluations devraient suivre la même méthodologie d'évaluation**. C'est le cas des critères du CAD de l'OCDE, qui ont été utilisés dans tous les rapports. À l'avenir, si le SWSC décide d'utiliser à nouveau l'outil MEP ou une autre méthode pour les évaluations externes, il est recommandé qu'au moins les **deux rapports approfondis** suivent la même méthode. Enfin, il est possible de décider si **MEP est un outil à utiliser régulièrement ou non dans les évaluations finales**, en tenant compte des coûts et du temps requis.

La combinaison de données quantitatives et qualitatives était importante pour disposer d'une bonne base de données probantes pour chaque résultat. L'utilisation de **données de référence et finales combinées à des entretiens et des groupes témoins fournit une base solide de données probantes**. C'est le cas du **critère d'efficacité**. Pour d'autres critères, tels que l'**impact et la durabilité**, les renseignements recueillis reposent principalement sur des informations anecdotiques issues des entretiens et des groupes témoins, mais ne sont pas étayés par des données quantitatives. Pour étayer les données pour ces critères, la phase suivante devrait **inclure des données qualitatives dans le système de suivi**. En s'appuyant sur la théorie du changement, il serait possible de réaliser une **«analyse des contributions»** afin de **prendre en compte les changements survenus dans le contexte**, les **changements perçus par les parties prenantes locales grâce aux approches ou aux projets**, et les **effets non intentionnels**.

Il est à noter que certaines **questions** des orientations du SWSC pour l'évaluation se chevauchent **entre différents critères**, ce qui a entraîné une **confusion apparente sur la manière de rapporter les résultats**. Pour éviter cette situation lors des évaluations futures, il sera important de **réviser les questions des orientations du SWSC** pour l'évaluation de **manière à clarifier les questions par critère**. Voici une liste de recommandations spécifiques à cet égard:

- Inclure les **«besoins des utilisateurs»** dans le critère de pertinence.
- La **«contribution à la réalisation de l'agenda local ou national»** correspond mieux au **critère d'impact** et devrait être supprimée du critère de pertinence.
- Aucun rapport n'a répondu à la question **«que pourrait-on faire pour améliorer la pertinence?»** qui devrait être supprimée.
- Définir et mieux expliquer la définition de la **cohérence interne et de la cohérence externe** afin de garantir que les évaluateurs l'appliquent dans leur analyse de la cohérence.

- L'«*intégration dans le système national*» et l'«*extension*» correspondent mieux au **critère d'impact** et devraient être supprimées du critère de cohérence.
- Les questions relatives à la *feuille de calcul des coûts* **devraient être retirées de critère d'efficience** et devraient uniquement figurer dans les exercices de calcul des coûts.
- Les «économies de coûts», les «transferts de coûts» et les «coûts par bénéficiaire» constituent un bon point de départ pour analyser l'efficience des projets. Toutefois, il est nécessaire d'adopter une méthode plus systématique pour mesurer l'efficience sur l'ensemble des projets du SWSC. Les indicateurs ne doivent pas être utilisés isolément, mais dans un cadre d'analyse qui démontre le rapport coûts-avantages.
- La question du critère de durabilité «*Dans quelle mesure les autorités locales et les responsables de la santé ou de l'éducation ont-ils été impliqués dans la planification et le pilotage de l'approche phare?*» devrait être incluse dans le **critère d'impact** et devrait être fusionnée avec la question «*La mise en œuvre de l'approche phare a-t-elle entraîné des changements transformationnels dans les systèmes ou normes de santé/éducation? Comment?*».
- La question du critère de durabilité: «*l'implication des parties prenantes dans la planification et le pilotage des projets*» est une condition importante de la durabilité; elle pourrait ne pas servir l'objectif visé si elle n'est pas abordée dans une perspective de renforcement des systèmes. Cela signifie que d'autres facteurs institutionnels et organisationnels peuvent influencer sur la durabilité des projets, même si les parties prenantes participent à la planification et au pilotage des projets. Par conséquent cette question devrait être révisée afin que les futures évaluations abordent le critère de durabilité d'un point de vue systémique.
- Les critères d'évaluation de la composante communautaire devraient inclure les *changements perçus par les utilisateurs, les gouvernements et les autres parties prenantes*, ainsi que *l'impact du travail de plaidoyer*. Il serait important d'envisager d'inclure ces questions dans le **critère d'impact** pour garantir une analyse holistique de l'impact des interventions communautaires.

Les rapports portant sur la **composante communautaire** comportent en moyenne moins de détails et d'analyses par critère que les évaluations des approches. Les **évaluations de la composante communautaire présentent des résultats plus consolidés** pour l'**efficacité** que pour les autres critères. Le **critère d'efficience** est le plus faible. Dans le même temps, la qualité des évaluations varie d'un projet à l'autre. Les **rapports qui ont donné les meilleurs résultats couvrent la totalité ou la plupart des critères; un rapport d'évaluation distinct a été établi pour la composante communautaire ou des sections clairement séparées évaluant la composante communautaire ont été rédigées**. Les évaluations dont les **résultats sont les plus faibles** montrent que les **interventions de projet ont été limitées** ou **n'ont pas fourni toutes les informations nécessaires pour effectuer une évaluation selon les critères du CAD de l'OCDE**. Afin de garantir la **qualité et la comparabilité** des évaluations des composantes communautaires à l'avenir, les orientations du SWSC pour l'évaluation **devraient être pleinement appliquées dans toutes les évaluations**.

Dans le cadre du processus de collecte de données probantes, **la synthèse ainsi que les informations recueillies à partir des évaluations** fournissent une bonne base pour **comprendre les résultats de la Phase III et préparer la Phase IV**. Ce **travail, combiné à des mandats de recherche spécifiques** tels que: «Outils de calcul des coûts pour WASH dans les institutions» et les «WASH Insecurity Experience Scales» (échelles d'expérience de l'insécurité WASH), **contribue à la consolidation de la stratégie de collecte de données probantes**. Comme on l'a vu tout au long du présent rapport, il sera important d'envisager de futurs mandats de recherche ou études approfondies sur les questions suivantes: «**impact du plaidoyer**», «**rôle des enfants en tant qu'acteurs du changement**», «**contribution des approches à la résilience des communautés face au changement climatique**» et «**renforcement des systèmes**». C'est grâce à la triangulation de toutes ces données que l'on disposera de données solides fondées sur des éléments probants pour la prise de décisions.

6. Annexes

Annexe 1: Cartographie et appréciation et notation qualitatives des évaluations (Excel)

Annexe 2: Données de référence et données finales (processus SWSC MEAL et outil FACET).

Annexe 3: Orientations du SWSC pour l'évaluation